



ON NE PAIERA PAS LEUR CRISE!



Nicolas SARKOZY vient de fêter le premier anniversaire de son accession à la présidence, et déjà nous assistons à un recul généralisé de la situation sociale de notre pays. 10% de la population vit avec moins de 780 euros (seuil de pauvreté), les travailleurs pauvres se multiplient, des retraités subissent de plein fouet l'augmentation des prix et fouillent dans les poubelles des supermarchés. Faire le plein de son véhicule pour aller travailler, ou manger des légumes frais devient un luxe. Même les classes moyennes commencent à subir difficilement le recul de leur pouvoir d'achat. Seuls les bénéficiaires du bouclier fiscal et les patrons du CAC40 tirent leur épingle du jeu et voient leurs privilèges progresser.

Dans le même élan, le gouvernement organise au travers de la *révision générale des politiques publiques* (RGPP) un dé-

sengagement généralisé de l'Etat pour mettre le coût des politiques publiques au niveau exigé par les accords européens de Maastricht et Amsterdam. Cette politique, initiée par tous les promoteurs du *Oui* au TCE, a pour objectif de diminuer le rôle de l'Etat en donnant au secteur privé les missions les plus rentables. Sous prétexte de moderniser et refonder la fonction publique, ils envisagent de fermer bon nombre de services publics, mutualiser des administrations, transférer des missions vers les collectivités territoriales, en externaliser (privatiser) d'autres et ne pas remplacer la moitié des départs à la retraite.

Ainsi la RGPP n'a pour objectif que de remettre en cause les distributions d'aides pour les familles les plus démunies : 1) Le plafond des ressources pour accéder à un HLM va être abaissé, la politique des surloyers et le principe d'une progressivité des loyers selon les revenus vont être remis en cause. A terme ce sont des milliers de familles qui seront exclues du droit aux HLM et livrées en pâture au locatif privé. 2) En matière de santé, après les franchises médicales, c'est maintenant la remise en cause des remboursements des affections longue durée (ALD) qui est dans le viseur. Et c'est plus de 200 hôpitaux qui sont menacés de fermeture. 3) En matière d'allocations familiales, le nouveau système mis en place au 1^{er} mai conduit à une baisse de 600 euros par année pour une famille de deux enfants. Et c'est l'allocation de rentrée scolaire qui mise en cause par une modularité en fonction de l'âge de l'enfant.

Les diminutions des dépenses de l'Etat se font sur le dos des collectivités territoriales, les charges sont décen-

Journal du Cercle Henri Barbusse, de la Coordination Communiste Nord - Pas de Calais, du Cercle Communiste d'Alsace et du Cercle Communiste de Région Parisienne



Au SOMMAIRE...

- P2: Bilan d'un mois de grève à La Redoute
- P3: La marche des Sans papiers de Lille à Paris
- P4: Les lycéens ne lâchent rien!
- P5: Nouveaux programmes des écoles...
- P7: Sur la « représentativité syndicale » par C. Hoareau
- P9: Fonctionnaires et usagers, tous concernés!
- P10: Biocarburants; Castro l'avait prédit!
- P10: Délocalisation et lutte de classe, Renault DACIA
- P12: Le capitalisme mondial en crise provoque la famine mondiale!
- P14: 1948-2008, 40 ans de résistance palestinienne!
- P15: Indépendantisme tibétain ou impérialisme américain?
- P17: Népal; le « spectre du communisme » hante l'Asie!
- P18: Les enjeux cachés de la campagne antichinoise...
- P19: Un 6 mai que l'on peut fêter!
- P20: 24 mai; hommage aux Communistes... et espoir!



Un mois de grève-occupation chez La Redoute Roubaix et Wattrelos. Entretien de F. Peeters, CGT La Redoute en page 2

tralisées mais pas la totalité des recettes. Alors les collectivités territoriales bien dociles, augmentent la fiscalité locale (par principe déjà injuste parce non proportionnelle aux revenus) ou externalisent vers le privé des missions indispensables aux populations (les cantines scolaires par exemple). Ces transferts de l'Etat sont acceptés sans trop broncher par les élus locaux (y compris de gauche), surtout les partisans de l'Europe libérale (*Oui* au TCE) qui en ont accepté le principe. L'allongement à 41 années de cotisations pour bénéficier d'une retraite complète n'a pour objectif que de diminuer par les décotes les pensions versées aux retraités.

Face à ces attaques, la colère monte dans la population, y compris chez les électeurs abusés de N. Sarkozy. Différentes catégories de travailleurs se sont engagées dans des actions victorieuses, pourtant les confédérations syndicales, affairées à fêter le 40^{ème} anniversaire de la grève ouvrière victorieuse de mai 1968, tentent de nous faire oublier leur responsabilité dans l'absence de coordination des luttes en cours. Leurs dirigeants, invités réguliers dans les restaurants préférés du Président de la République, semblent incapables de trouver les moyens d'organiser enfin une journée nationale de grève interprofessionnelle, seule réponse à la hauteur des enjeux. Absorbés par des soucis de représentativité et de financement des organisations syndicales, ils en oublient leur mission première : défendre les intérêts des travailleurs. Et aujourd'hui la défense des intérêts des travailleurs passe par l'organisation des luttes espérées par les salariés et les syndicats des entreprises. Laisser croire le contraire et tout miser sur des négociations sans rapport de force, c'est suicidaire. Les salariés doivent se donner les moyens d'être représentés

par des organisations syndicales puissantes, financées par les cotisations syndicales, et c'est le devoir des syndiqués de parvenir à cet objectif.

Sur le plan politique, la gauche parlementaire ne remplit pas son rôle d'opposition, le PCF est trop affaibli par ses renoncements. Le PS est trop absorbé par l'organisation de son congrès et l'élection de son 1^{er} secrétaire, chacun des postulants cherche à se différencier par son degré d'acceptation du libéralisme. Au pouvoir, comment auraient-ils fait pour ne pas se soumettre aux exigences de Bruxelles, qu'ils ont eux même initiées lorsqu'ils étaient aux affaires? Leurs choix auraient-ils été si différents sur le fond ? Il n'est pas scandaleux de se poser ces questions.

Alors Olivier Besancenot profite de ce boulevard laissé par la gauche pour nous vendre du rêve à grands coups d'émissions de télévision : le nouveau parti anticapitaliste (NPA) *canada dry* de la LCR. La phrase révolutionnaire est belle, mais qui a croisé un jour la LCR dans une lutte sait en réalité de quoi il en retourne... Il a des ennemis : les « staliens » (lire : les travailleurs et les organisations qui font confiance aux luttes organisées), et surtout des amis: Drucker, Fogiel et Ruquier. Il n'effraie pas les patrons, ni les bourgeois. D'ailleurs, Sarkozy a tout fait pour qu'il soit candidat aux présidentielles de 2007, et pas d'inquiétude pour 2012!

La droite la plus réactionnaire met à sac le socle social issu des luttes de 1936, de la Libération et de 1968. La seule façon de la mettre en échec, c'est d'organiser les luttes ouvrières : la grève et la manifestation jusqu'à l'obtention de nos revendications. Les sans-papiers l'ont bien compris, ils nous ont montré le chemin; emboîtons leur le pas !

Bilan d'un mois de lutte des salariés de *La Redoute* Roubaix-Wattrelos pour les salaires par Fabrice Peeters, CGT La Redoute. *Entretien diffusé sur Radio Campus le 28 mai 2008*

Quelles étaient les revendications des salariés ?

Deux points : Les salaires (150 € pour tous) et l'embauche de 300 de nos collègues intérimaires, parce qu'il faut savoir que l'année passée il y a eu en moyenne 750 intérimaires présents tous les jours de l'année, en les faisant tourner de temps en temps pour éviter d'attirer l'attention. Ils ont donc largement leur place dans les effectifs.

Les autres salariés peuvent tirer une leçon de votre lutte exemplaire, même s'il s'agit d'un demi-échec : vous avez mis en avant les vraies revendications populaires d'aujourd'hui. Comment avez vous fait pour tenir aussi bien pendant un mois de grève-occupation ?

Les salariés étaient déterminés, et ils étaient prêts à tenir même plus longtemps pour obtenir plus que ce qui a été gagné. Il y a un ras le bol général, les gens en ont marre des conditions de travail qu'on leur fait subir, des salaires qui ne leur permettent pas de terminer le mois de façon « normale » tout simplement pour pouvoir tenter de profiter de la vie une fois toutes les factures payées... Ce ras le bol existe encore, le feu couve, la colère est toujours là et il faudra que le bon moment arrive pour relancer tout ça. Le moral est bon en tout cas !

Comment a manœuvré la direction pendant ce conflit ?

Elle a été plutôt discrète. Les cadres ne se mettaient pas en avant, ne tentaient pas de discuter avec les salariés. La direction de la Redoute a été tout simplement absente. Ils ont fait le mort pendant pas mal de temps, et quand ils ont vu que le mouvement durait, que les gens étaient déterminés, ils ont commencé à relancer des négociations qui étaient soi-disant

terminées. Trois propositions ont été faites : toute trois refusées... malheureusement suivies par certains syndicats*.

Quel bilan « militant » faites-vous de cette grève ? Qu'est ce qu'elle a apporté à la lutte sur le long terme ?

Ceux qui se sont investis dans la lutte, qui a duré quasiment 5 semaines, s'en sont sentis renforcés, ils sont même prêts à remettre ça. Un vrai moral de combat s'est installé dans la tête des gens, pour se dire c'est possible de se battre, c'est possible de tenir, et c'est possible de faire basculer la direction, parce que même si on n'a pas obtenu tout ce qu'on voulait, on a quand même obtenu plus que ce qui était proposé au départ.

On n'est pas des « victimes nées », au contraire ; on se bat. Ceux qui se battent sont vivants et les autres aussi se révolteront un jour ou l'autre!

Pensez vous que votre lutte est le début d'un lutte plus vaste à la politique de Sarkozy ?

Ce matin on était présent au rassemblement organisé à l'hôpital de Roubaix, qui est actuellement mobilisé contre les suppressions de postes, et on a vu là bas un délégué qui nous a dit que c'est suite à notre lutte à nous qu'il a retrouvé l'envie de se mobiliser, de faire en sorte que les gens ne fassent pas le mouton et se bagarrent plutôt que de partir tête baissée. Ca nous fait vraiment plaisir de se dire que ça peut donner aux gens l'envie de se battre, de se dire qu'on n'est pas des « victimes nées », au contraire ; on se bat. Ceux qui se battent sont vivants et les autres aussi se révolteront un jour ou l'autre. Ca ne peut pas durer éternellement comme ça !

* Contrairement à la CGT, les syndicats SUD, CFDT et CFTC ont en effet décidé, sous la menace de poursuites judiciaires de la part de la direction notamment, de signer le protocole (ndlr)

Sans papiers Sans papiers Sans papiers Sans papiers Ils ont marché de Lille à Paris!

La marche des « Ch'tis sans-papiers » de Lille à Paris qui s'est déroulée du 19 avril au 10 mai 2008 a rencontré un enthousiasme et une solidarité populaire à chacune des 22 étapes. Elle s'est terminée par une manifestation à Paris le 10 mai (journée ô combien symbolique!), qui a réuni 8000 personnes : des CSP, les collectifs d'accueil associatifs, syndicaux, politiques, l'association *Droit devant* et les sans-papiers en grève soutenus par la CGT.

Pourquoi cette marche ? Au mois de juin 2004, 553 sans-papiers étaient en grève de la faim à la bourse du travail de Lille. Cette grève de la faim était leur ultime recours face à la politique de fermeture adoptée par la préfecture. Pour débloquer la situation et sortir de cette crise, le ministère de l'Intérieur a missionné le conseiller d'Etat M. Delarue qui, avec le CSP 59 et ses partenaires associatifs, a signé un protocole d'accord « de sortie de crise et de prévention de nouvelles grèves de la faim ». Durant 3 ans, de 2004 à 2007, l'accord Delarue a permis d'éviter de nouvelles grèves de la faim.

A partir du mois de mars 2007 la préfecture ne respecte plus les accords Delarue et reste sourde aux demandes et alertes adressées par le CSP et les associations. Lors des occupations des sans-papiers durant la période électorale, une répression terrible s'abat sur eux : rafles, mises en rétention, expulsions. C'est au cours d'un séjour en centre de rétention que plusieurs sans-papiers décident d'entamer une grève de la faim. Aux demandes de rencontre du CSP, la préfecture répond par des arrestations au faciès de sans-papiers qui distribuaient des tracts devant la gare pour la conférence du juge Serge Portelli, auteur du livre « Sarkozy, une république sous surveillance », ceci devant des syndicalistes et élus verts, médusés. La grève de la faim provoquée par la préfecture s'amplifie, accueillie par les syndicats à la bourse du travail. La préfecture se livre alors à une répression féroce sur les grévistes de la faim : arrestations, menaces, évacuations vers les hôpitaux où les sans-papiers subissent des traitements dégradants puis sont jetés à la rue en pleine nature, détentions dans les commissariats et les centres de rétention (parfois jusqu'à Toulouse!).



Manifestation du 10 mai à Paris photo Philippe Rivelli

Devant la détermination des sans-papiers le préfet finira par faire une proposition, s'engagera à « un réexamen avec bienveillance » et mettra en place une « commission départementale de réexamen de la situation administrative des étrangers », mais en excluant le CSP59.

La répression se poursuit et va alors s'abattre sur le représentant de la commission juridique qui est placé en garde à vue, puis sur le porte-parole des sans-papiers lui aussi placé en garde à vue. Le local du CSP ainsi que le domicile du porte-parole seront perquisitionnés, plusieurs militants seront ensuite convoqués et interrogés. Devant cet acharnement contre les militants soutiens aux sans-papiers et les sans-papiers eux-mêmes (dont plusieurs seront expulsés), de nombreux citoyens sont choqués et des syndicats, associations, partis politiques républicains (dont un élu de droite!), vont interpellier le préfet pour lui signifier leur désapprobation. Cette situation persistante de blocage et de répression a conduit le 19 avril 2008, 35 sans-papiers et des soutiens à entamer une marche citoyenne d'information, de sensibilisation et d'interpellation des autorités de ce pays.

Au début de cette marche la situation était la suivante : 1) sur 56 sans-papiers grévistes, 29 ont été régularisés, 27 répondant aux critères de régularisation ont eu un rejet ; 2) les sans-papiers régularisés en 2006-2007 attendent encore leur récépissé ; 3) le CSP59 est exclu des rencontres mensuelles (à noter que dans cette nouvelle commission les critères de régularisation ont été durcis et en cas de rejet il n'y a pas de recours possible) ; 4) les arrestations de sans-papiers se multiplient : arrestations ciblées qui se transforment en véritables rafles (sorties des réunions, métros...).

Par cette marche les sans-papiers revendiquent : La régularisation des 27 grévistes de la faim non régularisés sur les 56 ; La régularisation des sans-papiers annoncés régularisés mais toujours en attente de leur récépissé ; La régularisation des sans-papiers marcheurs ; La réadmission du CSP59 dans les rencontres mensuelles.

Durant cette marche des rencontres ont été organisées entre les marcheurs et les grévistes sans-papiers qui occupent leur lieu de travail. En effet depuis février 2008, des centaines de travailleurs sans-papiers se sont mis en grève en île de France avec l'appui de la CGT et de *Droit*



Devant, ces sans-papiers travaillent dans les métiers dits « sous tension » ou que l'on pourrait aussi appeler « métiers ethnicistes » (restauration, bâtiment, nettoyage...). Ces travailleurs sans-papiers se sont levés pour montrer aux citoyens qu'ils ne sont pas des profiteurs, des délinquants, responsables du trou de la sécu ou du chômage mais que ce sont des travailleurs, sans statut légal de surcroît, à la merci des patrons et de l'Etat : un travailleur sans-papiers n'a aucun droit, doit accepter les pires conditions de travail pour un salaire de misère, et si d'aventure il veut réclamer un peu plus de justice, c'est l'arrestation et l'expulsion qui le guettent. L'Etat a parfaitement connaissance de cette situation et l'entretient. L'économie nationale s'enrichit de cette main d'œuvre immigrée exploitée, nouvel esclavage issu tout droit d'une conception néocoloniale des rapports Nord-Sud. La répression féroce et la chasse à l'étranger organisées par M. Hortefeux n'ont d'autre but que de maintenir les sans-papiers dans la peur et la clandestinité, et de fournir à l'Etat et aux patrons une réserve de travailleurs sans droits et corvéables à merci.

L'objectif de l'Etat est aussi de mettre en concurrence des travailleurs exploités, sous-payés avec les autres travailleurs, ceci afin de pouvoir exploiter tous les travailleurs et aussi de s'attaquer au droit du travail et à tous les acquis sociaux obtenus par les luttes populaires.

Ne tombons pas dans le piège de la division ; c'est au contraire un front uni de classe qu'il faut constituer, un rapport de force qu'il faut constituer ; n'oublions pas que près d'un tiers de la classe ouvrière est issu de l'immigration venant des anciennes colonies françaises.

Il faut mettre en place partout où c'est possible un front uni (syndicats, associations, CSP...) pour élargir ces grèves et ces occupations des lieux de travail. Il faut étendre la lutte à d'autres secteurs : bâtiment, gardiennage, nettoyage.

D'ailleurs le 26 mai, des femmes sans-papiers ont rejoint la grève des salariés sans-papiers et occupent depuis leur lieu de travail les locaux d'une entreprise de nettoyage de la région parisienne. Ces femmes sans-papiers sont encore plus exploitées que les hommes du fait de leurs contraintes familiales.

L'Etat essaie aussi de diviser les sans-papiers qui ont un contrat de travail et des fiches de paye, donc régularisables, avec les sans-papiers qui n'en ont pas et sont payés en liquide par le patron. Le gouvernement refuse ainsi le dépôt collectif des dossiers par les CSP, les associations et les syndicats. Nous ne devons pas laisser aux patrons la décision de demander des régularisations selon leur bon vouloir, de même il ne s'agit pas de demander la régularisation sur le seul critère du « travail » mais bien de se battre pour la régularisation de TOUS les sans-papiers, qui, chômeurs ou au travail, font partie de la classe ouvrière ! **L'heure est à la mobilisation: œuvrons à nous unir, avec ou sans-papiers, notre ennemi est commun !**



Lycées bloqués, manifestations lycéennes...

par le CCRP

Les lycéens ne lâchent rien!



Dans la lignée de son esprit de « changement », Sarkozy et son ministre de l'Éducation Nationale Xavier Darcos, ont décidé de s'attaquer aux Lycées, et d'y aller, comme pour tous leurs autres « dossiers », au lance-flamme.

Le projet de loi est dévastateur. La suppression prévue, et entamée, de 80000 postes dans les 3 ans à venir (25300 ont déjà été supprimés depuis 2003, 11200 sont prévus en 2008) entraînera

inévitablement une réduction proportionnelle des heures d'enseignement et une augmentation des effectifs dans des classes déjà surchargées. La réforme des filières « généralistes » (scientifiques, littéraires et économiques : ES/L/S) consiste en une réduction à un tronc commun de 5 matières principales seulement, les autres devenant des options, regroupées dans certains lycées pour élites. À cela s'ajoute la suppression pure et simple du BEP et la réduction de la préparation du BAC Pro à 3 ans, ainsi qu'à la disparition de la carte scolaire.

Les conséquences sournoises de cette loi sont évidentes : les élèves pouvant se payer des cours supplémentaires, ou vivant dans un environnement propice aux études (foyer calme, loisirs, etc.), ou encore ayant un meilleur

environnement culturel, se trouveront toujours favorisés et réussiront mieux que ceux issus d'un milieu défavorisé. Ces derniers se retrouveront dans un lycée « poubelle », aux effectifs surchargés, aux options minimales, privés des moyens de développer leurs goûts pour la culture ou toute autre matière devenue « optionnelle ». Quant aux heures de soutien, comment peuvent-elles être probantes quand les professeurs sont moins disponibles, puisque moins nombreux ? Le but de la réforme est clair : l'enseignement n'aura plus pour vocation de compenser les inégalités sociales, mais au contraire de les accroître.

Or cette nouvelle attaque antisociale de la part du gouvernement se heurte à une résistance vive et tenace : celle des lycéens eux-mêmes. Depuis plusieurs années les mouvements de lutte lycéens prennent de l'ampleur, et leur mobilisation tend à rejoindre celle des étudiants. C'est-ce qu'on a pu constater en 2003 contre le Front National, en 2005 contre la loi Fillon, hier dans leur solidarisation avec les étudiants contre les lois Pécresse, et aujourd'hui contre la loi Darcos.

La mobilisation et la contestation des Lycéens a commencé dès janvier, et s'est amplifiée courant mars. A Paris, les manifestations ont rassemblé plusieurs dizaines de milliers de lycéens sur environ 5 mois, ce qui est énorme, même comparé à la plupart des mobilisations étudiantes.

Il y a plusieurs raisons à cette capacité de développement des luttes lycéennes. La première est économique : les

lycéens ont la chance de ne pas encore être précarisés directement comme le sont les jeunes travailleurs ou les étudiants par exemple, qui peuvent perdre leur emploi ou leur bourse d'étude s'ils se mobilisent sur une longue période, sans parler des mobilisations souvent plus brèves du monde du travail qui, s'il se met en grève plus de 2 ou 3 semaines, accuse des pertes de salaire particulièrement douloureuses. De plus les lycéens des grandes agglomérations sont très nombreux et très mobiles. En fait, c'est la précarisation généralisée des autres mouvements de mobilisation qui en a fait l'un des groupes ayant une forte capacité de rassemblement et de révolte.

C'est pourquoi ce mouvement est très attaqué. Darcos fait mine de mépriser les manifestations, jugeant qu'elles « ne servent à rien ». Il oublie étrangement et un peu vite les luttes victorieuses contre le CPE et la loi Fillon. Mais au-delà de ça, les répressions très violentes que subit le mouvement lycéen, les passages à tabac par les CRS de grévistes qui bloquent leurs lycées notamment, attestent bien qu'il a conscience d'un mouvement fort et pugnace, capable de mettre à bas son projet de loi. C'est d'ailleurs pourquoi il reste toujours très évasif sur ses réformes, et sur les conséquences désastreuses qu'elles peuvent avoir sur la qualité et l'équité de l'enseignement public.

On notera au passage, à nouveau, le silence complice des médias pour décrire cette réforme et en expliquer les conséquences. Ils n'ont au contraire relayé que très tardivement le message alarmiste des lycéens et leurs dénonciations de l'attaque antisociale de Darcos et Sarkozy. Malgré cela, les lycéens ont réussi à maintenir leur pression plusieurs mois durant.

La stratégie d'étouffement du mouvement, ainsi que l'approche des épreuves du Bac, ont malheureusement réussi à affaiblir la résistance lycéenne. Les parents, les lycées et même des camarades de classe poussent les terminales,



souvent les plus politisés, à préparer leur examen. Et il y a d'autres complices du gouvernement pour faire taire la lutte : les syndicats lycéens eux-mêmes. La représentativité des syndicats touche en effet encore plus structurellement les mouvements lycéens que le monde du travail, où certains sont historiquement implantés et défendent encore les intérêts de leur base. Le mouvement lycéen, lui, n'est pas dirigé par des cadres, il ne s'appuie que sur sa base, et aucun syndicat ne fait l'unanimité. Du coup ceux-ci revendiquent peu d'adhérents, et ne sont pas représentatifs de la majorité du mouvement. C'est le cas de la FIDL et de l'UNL, syndicats dont les directions ont trahi lors des négociations avec Darcos le 9 mai, en appelant à la fin du mouvement. Heureusement, là encore les lycéens font preuve de combativité, puisqu'ils ne suivent pas toujours l'avis de tels « représentants » : la FIDL a subi un fort élan critique, et un appel à la grève a encore été lancé le 24 mai, après les « négociations ».

Si les lycéens sont toujours au rendez-vous de la lutte, le gouvernement l'est aussi ! On sent qu'il fait tout pour ne pas revivre une « loi Fillon bis ». Il se positionne en confrontation directe avec tous ceux qui s'opposent à ses projets de destruction sociale, y compris les jeunes. Au début de l'année, il réprimait le mouvement étudiant pour vendre l'université aux patrons, avec la complicité de l'UNEF corrompue. Aujourd'hui, c'est aux lycées qu'il s'attaque pour « réduire la dette publique », prétexte cynique, hypocrite et écœurant.

Il faut espérer que le mouvement lycéen saura rester en lutte et se mobiliser encore demain, comme il l'a fait aujourd'hui, et se solidariser à d'autres mouvements de lutte. Cela dépendra entre autre de sa capacité à ne pas se laisser affaiblir et trahir par des directions syndicales capitulardes, comme l'a été le mouvement étudiant.

Nouveaux programmes à l'Education Nationale

Pédagogie et populisme au service de la politique européenne

Suite à l'annonce de la suppression du samedi matin de façon unilatérale, il n'a pas fallu attendre longtemps pour connaître de nouvelles réformes structurelles, avec la volonté de mettre en place de nouveaux programmes pour les écoles maternelle et primaire... Le ministère de l'Education Nationale, inspiré par la vision réactionnaire de la politique sociale du gouvernement, s'est proposé de modifier les programmes de 2003.

La constitution de ces nouveaux programmes a été faite en deux temps ; une première mouture jaugée par les professeurs des écoles suivie d'une deuxième où le ministère aurait tenu compte des propositions et des critiques des enseignants à apporter au premier document...

Si les consignes d'enseignement ont disparu formellement, leur esprit perdure dans la nouvelle version : On rappelle que tout bon pédagogue ne peut et ne doit en aucune mesure construire ses séquences d'enseignement sans « un bon manuel », ce qui revient de fait à imposer une méthode. Méthode d'autant plus imposée que les éditeurs avaient dès le mois de février mis sous

presse les nouveaux manuels, directement inspirés de la première mouture ! S'il y a eu concertation, les réactions nombreuses des enseignants n'ont donc été en aucune mesure prises en compte.

A la lecture des deux versions, que constate-t-on ? Dans un premier temps, les éléments les plus controversés ont été supprimés. Ainsi dans le préambule, le passage mettant en place une logique « d'évaluation régulière du niveau des élèves » constituant « non seulement un instrument de comparaison des effets des différentes pratiques pédagogiques mais aussi un outil de mesure incontestable des résultats de l'école » a été supprimé. Cette volonté de mise en concurrence des écoles et la négation de l'influence des situations sociales et économiques dans la réussite scolaire, a été vivement contestée par les professeurs des écoles, ce qui explique le repli du ministre de l'Education sur cette approche... Mais ce repli n'est en vérité que de pure forme, car la structuration des nouveaux programmes ne laisse aucun doute sur l'orientation politique sous jacente : L'école maternelle par exemple,

reste mise à l'écart aussi bien dans son lien avec l'école primaire que dans son rôle. Elle n'est plus qu'un sas entre la famille et l'école primaire où l'enfant devenu élève commencera ses apprentissages. Cette mise à l'écart est d'autant plus marquée que si les acquisitions de l'école primaire sont évaluables dans ce que les nouveaux programmes appellent le premier et deuxième paliers « pour la maîtrise du socle commun », les acquisitions de l'école maternelle ne le sont en aucune mesure.

Les deux paliers « pour la maîtrise du socle commun » sont constitués de compétences répertoriées et classées, mais si elles présentent une lecture simple d'objectifs à atteindre, pour les parents d'élèves, elles induisent d'abord la constitution de batteries de test regroupant des items (*éléments définissables d'apprentissage*) ne demandant à l'élève que de restituer du « par cœur ».

La justification pédagogique laisse place ici au « on dit que » et à l'utilisation de formules consensuelles (« *chacun s'accorde aujourd'hui sur l'utilité d'un apprentissage structuré des automatismes et des savoir-faire instrumentaux* »), ne correspondant à aucune étude, ni à aucune réflexion scientifique sérieuse. Ceci rappelle les exemples approximatifs de Nicolas Sarkozy évoquant une femme ayant vu une dizaine de praticiens dans une seule journée pour se faire prescrire des centaines de médicaments, dans le seul but inavouable de casser la sécurité sociale.

On peut donc lire dans les compétences évaluables du premier palier (fin de CE1) l'obligation de « connaître les tables de multiplication et d'addition », « savoir la suite numérique », « savoir utiliser une règle » etc. Mais en aucune façon on ne demande à ce même élève de réinvestir ces compétences au-delà du problème dit « très simple » (ce qui revient à une application d'une seule opération par problème, et à ne pas aborder de situations plus complexes).

Cet état d'esprit se retrouve lui aussi pour le second palier. Ainsi par exemple toujours dans le domaine des mathématiques, le réinvestissement des connaissances n'est pas exigé comme élément déterminant dans une évaluation des compétences acquises.

Nous arrivons donc dans un système qui ne garde comme pertinents que des items évaluables sous forme par exemple de QCM. On nie donc dans ces nouveaux programmes les recherches scientifiques des 30 dernières années dans le domaine de l'enseignement, au profit d'une conception ancienne où « la répétition et l'imitation » tenaient lieu de recherche et de remédiations auprès de l'enfant. Ces éléments mis en place, vont donc permettre une évaluation larvée des écoles. Ces orientations sont prises non pas à la lumière de nouveaux travaux de chercheurs mais bien comme il est rappelé de façon récurrente dans les nouveaux programmes, par l'obligation de rentrer dans le cadre européen.

De plus l'orientation politique de l'actuel gouvernement rejaillit dans les programmes. On y introduit donc « l'instruction civique et morale » comme élément pertinent d'enseignement et d'évaluation. Ainsi il entre en compte dans l'enseignement des enfants, l'acquisition du vouvoiement ou encore la reconnaissance et le respect des emblèmes de la République (ex : la Marseillaise). Il est à noter que la phrase qui imposait aux élèves de se lever aux

premières notes de celle-ci, a été supprimée, face à la levée de bouclier des professeurs des écoles.

Outre le fait qu'on ne tienne pas compte de la situation sociale et psychologique de l'enfant dans son développement, on stigmatise celui-ci et on le pénalise, puisque dans le programme des deux paliers du socle commun, on évalue dans les « compétences sociales et civiques » la capacité de l'enfant à respecter autrui, les règles de la vie collective, les codes de politesse avec ses camarades etc., capacités qui sont en général surdéterminées sociologiquement par la dégradation des conditions de vie dans les quartiers populaires.

L'usage d'un vocabulaire donnant force à la loi et à la normalité, témoigne d'une réponse de type « juridique » aux réactions des élèves. Elle ne donne à l'enfant qu'un rappel à la loi pour toute réponse aux difficultés sociales et scolaires qu'il peut rencontrer durant sa scolarité. Cet ensemble est le fruit d'une orientation pédagogique anglo-saxonne dans sa conception « médicale », de l'inadaptation de l'enfant au système scolaire.

En conclusion, nous sommes en face de nouveaux programmes dont le but est de remettre en cause un enseignement de qualité, où l'enfant ne sera considéré que comme un « imitateur de l'adulte », et de mettre en place un cadre permettant la dérive vers une privatisation de plus en plus importante du système éducatif : La mise en concurrence des écoles est entérinée, et la diminution flagrante du niveau de réflexion et de réinvestissement de l'enfant justifieront le recours pour les plus nantis à des structures parallèles privées. Structures parallèles privées qui se substitueront à terme au système éducatif public, afin de ne plus entraver la « libre concurrence » au sein de l'Union Européenne...



Abonnez vous ! Abonnez vos amis !

Chèque à l'ordre de la Coordination Communiste
10 euros = 6 n° / BP 51, 59007 Lille CEDEX

Comment supprimer encore plus de postes de profs?

... en baissant aussi le nombre d'élèves!



Un coup de force pour un recul social

Par Charles Hoareau

Nous publions ci-dessous une analyse du camarade Charles Hoareau, datée du 22 avril, à propos de la signature par la CGT, le 9 avril dernier, d'une « position commune » avec le MEDEF, signée également, côté patronal par la CGPME, et côté syndicat de travailleurs par la CFDT. Ce texte essentiel, que le gouvernement veut traduire par une loi, va bouleverser le syndicalisme et mérite d'être étudié en profondeur. A noter qu'il a été salué par Nicolas Sarkozy en personne, dans une tribune publiée par le journal *Le Monde* le 19 avril, qui rappelait: « *Rendre les organisations professionnelles, syndicales et patronales, plus fortes et plus responsables, nous appuyer sur le dialogue social pour conduire les réformes, transformer notre système de relations sociales pour favoriser la négociation collective : tels sont les engagements que j'ai pris pendant la campagne. Pourquoi ? Parce que j'ai l'intime conviction que, pour expliquer et mener à bien les réformes dont notre pays a besoin, nous devons le faire en partenariat étroit avec ceux qui représentent les intérêts des salariés et des entreprises.* »

Charles Hoareau s'est fait connaître comme dirigeant du Comité des Chômeurs CGT de Marseille, notamment lors de la lutte victorieuse des « recalculés » en 2003. Il a été dirigeant national des Comités de Chômeurs CGT de 1993 à 2007. Ancien membre du PCF, il poursuit aujourd'hui son engagement communiste au sein de l'association « Rouges Vifs 13 ».

En 1945, le ministre du travail Alexandre Parodi reconnaît la représentativité de la CGT, la CFTC et la CGC en prenant en compte l'importance des effectifs et des cotisations, l'expérience et l'ancienneté du syndicat, son indépendance par rapport au patron et son attitude patriotique sous l'occupation allemande. En avril 1948, FO est ajoutée à cette liste. C'est de cette époque que date la notion de représentativité **irréfragable**, terme de droit qui signifie que cette **représentativité a un caractère absolu** qui ne peut donc être remis en cause. Le 31 mars 1966 un décret toujours en vigueur, ajoutera la CFDT, issue de la CFTC en 1964, à cette liste des confédérations reconnues représentatives qui seront alors au nombre de 5 : CGT, CFDT, FO, CFTC et CGC.

Représentativité et validité des accords

Tout le monde en convient, cette liste d'organisations représentatives ne correspond plus au paysage syndical d'aujourd'hui. Il fallait la revoir. C'est ce que propose le texte du 9 avril.

Parallèlement ce texte propose de nouvelles règles pour qu'un accord signé par une ou plusieurs organisations représentatives soit reconnu comme applicable. **Il s'agit bien d'un autre problème posé** à ne pas mélanger avec la représentativité, comme le fait le texte du 9 avril. On pourrait avoir de bonnes règles de représentativité et de mauvaises règles de validation des accords. De quoi s'agit-il ?

Le 11 février 1950, la loi sur les conventions collectives intègre formellement les critères de représentativité au Code du Travail **mais dans le même temps**, elle abolit l'agrément systématique des conventions collectives par le ministère du travail et surtout rend possible la signature de conventions ou d'accords collectifs par un seul syndicat reconnu représentatif, même s'il est minoritaire. Si on veut parler de la validité des accords collectifs, c'est cette loi qu'il faut changer. Avant cette loi, par delà la question de la représentativité, tout accord national majoritaire et seulement dans ce cas avait force de loi puisqu'il était agréé. C'est sous couvert d'accepter de changer partiellement cette règle de validation des accords que le MEDEF fait passer un texte qui attaque le droit syndical, compromet la représentativité des organisations syndicales actuelles et bouleverse même leur nature. En voici quelques éléments.

I) Sur la représentativité

I-a) Les critères : Le texte, appelé « position commune » et à partir duquel le gouvernement va légiférer, abolit la notion de représentativité irréfragable. Il aurait pu, pour tenir compte du paysage syndical actuel, étendre, sous condition, cette notion à d'autres organisations, ce n'est pas ce choix qui est fait. **La représentativité devient réversible.** Elle est réexaminée « à chaque nouvelle élection dans les entreprises et tous les 4 ans (...) au niveau des branches et au niveau national interprofessionnel » (art 3-2). Selon l'évolution électorale ou l'appréciation faite du respect des autres critères, une organisation syndicale peut donc perdre sa représentativité, dans une entreprise ou une branche professionnelle. Pour être reconnue représentative, une organisation syndicale doit répondre à 7 critères à la fois : effectifs et cotisations, transparence financière, indépendance, respect des valeurs républicaines, influence caractérisée par l'activité et l'implantation, ancienneté de deux ans, audience aux élections. Répondre à 5 critères sur 7 ne rend donc pas représentatif, ce qui, nous allons le voir plus loin, va poser de sérieux problèmes au syndicalisme.

I-b) L'audience électorale : Pour être représentative une organisation syndicale doit obtenir 10% des voix dans l'entreprise et 8% au niveau national (branche ou interprofessionnel). Aujourd'hui nationalement, l'audience se mesure principalement par les élections prud'homales. Si tout n'est pas parfait dans l'organisation de ces scrutins, ils ont au moins plusieurs avantages. Ces élections se déroulent hors entreprise et donc hors de la pression patronale, elles se font hors contexte local, sur la base des choix nationaux et de l'activité des confédérations, mais surtout ce sont **les seules élections professionnelles auxquelles participent nombre de salariés** travaillant dans des petites entreprises où le syndicat est souvent absent, de même que les DP et CE. Elles constituent donc une bonne image des choix syndicaux des salariés de ce pays. En choisissant d'appuyer l'audience sur les seules élections au CE ou à défaut DP (art.2), le texte écarte totalement **24,5%** des salariés (celles et ceux qui travaillent dans des entreprises de moins de 10 salariés) et une partie importante des **28,7%** de celles et ceux qui travaillent dans des entreprises entre 10 et 50 salariés n'ayant aucune de ces deux instances. Quand de plus on sait qu'aux élections CE, ce sont les non syndiqués qui arrivent



en tête, on mesure ce que veut dire un tel choix. Autre élément: la représentativité s'appréciant niveau par niveau, une organisation comme **la CGT**, en l'état actuel des choses, perdrait selon ce texte, sa représentativité – et donc sa possibilité de négocier – dans des entreprises comme *Eurocopter* ou *EADS*, dans une partie importante du secteur *banques et assurances*... Il me revient en mémoire cet accord tenté par le patronat et des syndicats largement majoritaires au *Crédit Lyonnais* dans les années 80, entreprise où la CGT ne représentait même pas 5% des voix, accord qui avait été mis en échec par une CGT qui en avait appelé massivement à l'intervention des salariés. Qu'en serait-il aujourd'hui avec un tel texte ? Que pourrait faire une CGT en dessous des 10% et qui de ce fait serait privée de toute information préalable, de toute intervention dans la négociation et de tous moyens ?

I-c) Les questions financières : Le texte indique que la transparence financière s'apprécie au niveau des seules régions, fédérations et confédérations (art 1-5) et que de plus « *la représentativité n'emporte d'effets qu'aux niveaux où elle est reconnue* » (art 3). Comme les 7 critères de départ doi-

vent être tous remplis, cela veut dire en clair qu'en l'état, les seules organisations aptes à désigner des délégués syndicaux sont les régions, fédérations et confédérations. Les UL (unions locales) et UD (unions départementales), si elles ne disparaissent pas, se retrouvent de fait, avec ces dispositions, sous tutelle des fédérations et des régions. Le syndicalisme de proximité et la démocratie syndicale en prennent un sérieux coup.

Sur les conditions financières de représentativité, dans son article 15, le texte précise que les cotisations doivent représenter la majeure partie des ressources syndicales. A priori cela paraît logique. Mais comme il est précisé que « les mises à disposition de personnel (...) aux organisations syndicales (...) doivent (...) garantir une transparence financière » (art 15-2) et que celle-ci est l'un des 7 critères, nombre de syndicats d'entreprises en particulier du public vont perdre soit leur représentativité, soit leurs détachements syndicaux. En effet dans le cas (réel) d'un syndicat départemental de la fonction publique qui a 150 adhérents et fonctionne avec un secrétaire départemental qui est détaché à plein temps parce qu'il assume de plus des responsabilités inter-professionnelles, il doit, au nom des toutes nouvelles règles de « transparence financière » et de « sécurité juridique », faire apparaître dans ses comptes à la ligne « recettes » non seulement ses cotisations mais aussi le salaire du salarié détaché!! Il sera alors bien loin des 50% de part des cotisations... Ce calcul vaut d'ailleurs pour nombre de branches professionnelles.

I-d) Le recul du droit syndical : Aujourd'hui dans une entreprise où le syndicat n'existe pas, si des salariés veulent le créer, ils s'adressent dans la plupart des cas à la structure la plus proche de leur entreprise. Celle-ci nomme un délégué syndical qui bénéficie dans les entreprises de plus de 50 salariés d'un minimum de 10h de délégation et d'une protection contre le licenciement non liée aux résultats électoraux ultérieurs et non limitée dans le temps. Cette responsabilité de DS (comme celle de représentant syndical au CE) n'est pas forcément liée à un mandat de délégué élu. Dans la même entreprise il peut y avoir 5 élus et **en plus** un DS. Dans les moins de 50, la protection part du jour où le salarié est désigné comme candidat aux élections DP. Il peut être alors désigné comme délégué syndical sans crédit d'heure. Avec le texte du 9 avril, pour créer le syndicat, il faut d'abord désigner un représentant syndical (et non un délégué syndical dont il n'a pas les attributions, en particulier la possibilité de négocier) qui n'a qu'un crédit de 4 heures, et **au bout de deux ans** la section syndicale de l'entreprise (ce n'est alors pas un syndicat nous y reviendrons) peut se présenter aux premières élections organisées dans l'entreprise. Comme le texte entérine les élections tous les 4 ans, si par malchance des élections ont eu lieu dans l'intervalle de la désignation du représentant syndical il faudra attendre 4 ans supplémentaires. Mais plus grave, si aux élections le syndicat n'obtient pas

10%, il n'est pas considéré comme représentatif... et **le représentant perd ses attributions... et sa protection !** (art 10-1) ! Si la section syndicale obtient plus de 10%, le DS devra impérativement être désigné dans la liste des candidats aux élections (art 10-3) ce qui traduit **un recul de la reconnaissance du syndicat dans l'entreprise et risque de réduire de fait le nombre de militants disposant de moyens et de protection** dans l'entreprise ou l'établissement. Ces diminutions de la protection sont peut être sans conséquence pour le syndicalisme « tranquille », il en va tout autrement pour le syndicalisme de lutte.

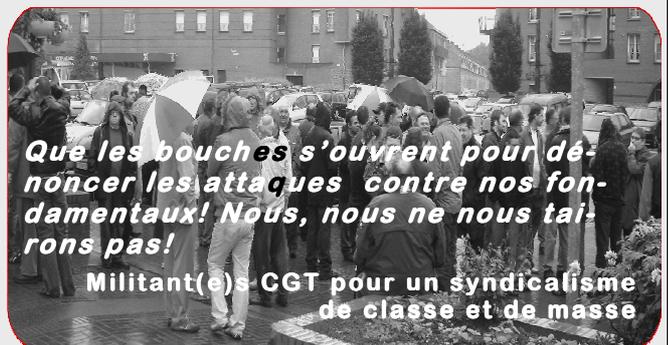
I-e) Un bouleversement syndical : Si tout le monde s'accorde à dire que ce texte introduit un véritable bouleversement, reste à savoir si celui-ci va dans le bon sens. Pour nombre de dispositions c'est loin d'être le cas.

Ainsi sur la question de ce qu'on nomme la hiérarchie des normes. Aujourd'hui, si un accord local ou national peut améliorer la loi, il ne peut en aucun cas la dégrader. Celle-ci constitue un socle minimum. Avec l'article 7 est introduite l'idée, chère au patronat depuis des années, qu'**un accord d'entreprise ou de branche pourrait se substituer à la loi**. Une illustration de ce contournement de la loi est d'ailleurs donnée dans l'article 17, article qui n'a en principe rien à faire dans ce type de texte et qui indique très tranquillement que des accords de branche pourront être passés pour **« dépasser le contingent conventionnel d'heures supplémentaires prévu par un accord (...) antérieur à la loi du 4 mai 2004 »**. On peut entourer cette phrase de précautions en y ajoutant derrière la formule « dans le respect des conditions légales », cela ne change rien au fond et surtout permet à une assemblée parlementaire telle que celle que l'on a actuellement d'ouvrir en grand les portes que ce texte entrouvre.

L'article 12 très curieusement titré : **« Développement des adhésions aux organisations syndicales »** ne peut laisser sans question : depuis quand (et de quel droit ?) le patronat se soucie-t-il du nombre d'adhérents aux syndicats ? Et de quels syndicats – et surtout de quel syndicalisme – parle-t-on ? Un coin du voile est levé au 12-2 quand il est écrit : « la réservation de certains avantages conventionnels aux adhérents des organisations syndicales de salariés constitue (...) une piste à explorer ». Un syndicalisme de service à la mode scandinave en lieu et place d'un syndicalisme de lutte ? C'est en tout cas le vœu que Sarkozy exprime dans *Le Monde* quand il salue cet accord, ce qui en soi devrait nous inquiéter. Aujourd'hui la CGT, entre autres, est régie par la règle du fédéralisme. Dans la pratique cela veut dire que les organisations de la CGT, et au premier rang d'elles **le syndicat est maître d'œuvre des orientations**. C'est ainsi que le congrès national qui se tient tous les 3 ans est le **congrès des syndicats** (et non celui des fédérations et des départements). Pour faire avancer la démocratie et tenir compte au maximum de l'avis des syndiqués, la CGT a toujours poussé pour que les syndicats, organisations de base de la confédération, →

Un message reçu de l'Union Locale CGT du Douaisis...

6 juin : Une quarantaine de militants CGT avec à leur tête Detrez, secrétaire g^{al} de l'UD59, se sont réunis en Mairie de Waziers pour s'organiser en activité fractionnelle, visant à nuire aux militant(e)s CGT attaché(e)s aux fondamentaux historiques de notre CGT, et pour s'emparer de façon ignominieuse de la direction de l'UL-CGT de Douai qui tiendra son congrès en octobre. Cette opération a également pour but de s'attaquer aux dirigeants et militants CGT de la Région 59-62 qui œuvrent pour créer des convergences interpro privé-public, afin de mettre sur pied un grand mouvement de grèves reconductibles, seul moyen de faire obstacle aux mauvais coups du patronat et du gouvernement à sa botte (...). Pas question de laisser faire pour les militant(e)s CGT attaché(e)s au syndicalisme CGT qui est à l'origine de toutes les grandes conquêtes sociales de notre pays. Ainsi ils étaient 120 militant(e)s CGT représentant 25 syndicats du privé pour dire leur indignation et dénoncer un comportement qui ne peut être celui de militants CGT, (...) dans une période où il faut plus que jamais tous se rassembler pour faire face efficacement aux attaques sans précédent du patronat et du gouvernement.



soient au plus près des salariés, c'est-à-dire dans les entreprises. Le texte, lui, ne parle que de **sections syndicales d'entreprises**, qui elles n'ont aucune autonomie syndicale. Cela implique-t-il qu'elles seront alors les sections de syndicats régionaux, niveau nécessaire pour faire les désignations avec la représentativité qu'impose forcément la certification des comptes ?

II) Sur la validité des accords : C'est quand même ce qui motivait le texte à l'origine et c'est officiellement le principal point mis en avant par ceux qui l'approuvent. Si l'article 5 (à peine ½ page sur 13) avalise l'idée que dans « *une première étape* » il faudrait 30% des voix pour qu'un accord soit applicable, ce qui est une avancée, il laisse entier la question de la gestion des organismes paritaires où, les organisations patronales étant au même nombre que les organisations de salariés, il suffira toujours qu'une seule signe pour qu'un accord soit appliqué. L'UNEDIC, la CNAF... ne sont pas prêtes de connaître une gestion démocratique ! « Tout ça pour ça » a-t-on envie de dire !

En conclusion (provisoire)

Ce texte dont la CGT a d'ores et déjà – et la première – annoncé la signature est unanimement salué par la droite et le patronat. Il pose, outre les questions posées plus haut, nombre d'autres qui sont pour l'instant sans réponse. Dans les secteurs de sous-traitance où il n'est pas rare de changer d'employeur tous les deux ans, comment créer un syndicat avec un tel texte ? Comment l'assemblée et les juges interpréteront le critère « respect des valeurs de la République » ? Demander la nationalisation d'une entreprise, est-ce faire preuve de manque d'indépendance ou de non respect de la propriété privée ?

Ce qui frappe dans l'attitude des dirigeants syndicaux c'est la précipitation à annoncer une signature au point qu'à la CGT, nombre d'organisations parlent de coup de force et deman-

dent un CCN [organisme statutaire de direction] extraordinaire pour se prononcer dans la clarté et le respect de la démocratie. Pourquoi se précipiter pour un texte qui vient de loin, puisque dès le 5 décembre 2006, Bernard Thibault et François Chérèque, leaders de la CGT et de la CFDT, avaient envoyé aux présidents de tous les groupes parlementaires une proposition commune d'amendement reprenant les conclusions du Conseil économique et social sur la représentativité syndicale ? Un amendement qui devait permettre de « passer d'une représentativité « irréfutable », qui est contestée comme un privilège réservé à cinq syndicats, à une représentativité « irrefragable » obtenue dans l'entreprise », comme l'avait expliqué François Chérèque. (Le *Figaro International* du 5 décembre 2006).

Peut être la réponse est, d'une part que les organisations veulent répondre positivement au désir du gouvernement (on se demande bien pourquoi ?) de faire passer ce texte à la session parlementaire de printemps, d'autre part dans cette phrase de l'avis de la CE confédérale : « Ainsi la conjugaison de ces nouvelles dispositions marquerait une rupture (sic !) avec les principes en vigueur depuis plus de 50 ans qui permettaient au patronat de conclure des accords minoritaires... ». Quand on voit les derniers textes collectifs approuvés majoritairement ou sur lesquels la CGT s'est abstenue, on peut estimer plus sûrement que les évolutions syndicales ne font plus craindre au grand patronat des refus majoritaires de signatures sur des grands choix. Reste que si le texte est adopté en l'état, au-delà du moment de surprise passé, les réactions qu'il ne va pas manquer de susciter sont loin de lui assurer un avenir tranquille. Déjà se profile la bataille auprès des parlementaires et la bataille pied à pied, dans chaque entreprise et chaque branche pour que le MEDEF voit s'écrouler ses rêves de voir s'effondrer le syndicalisme de lutte au profit du syndicalisme institutionnel.

Fonction publique

Fonctionnaires et usagers: Tous concernés!

Le projet de loi relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique, adopté en première lecture au Sénat, est l'un des chantiers de destruction de la fonction et des services publics. Avec le livret blanc de Jean Ludovic Silicani (avril 2008) et la RGPP (réforme générale des politiques publiques) il est, dans le cadre de la LOLF (loi organique relative aux lois de finances), l'une des étapes fondamentales de la casse du modèle français d'administration et de services publics fondés sur la solidarité nationale, la proximité, l'égalité d'accès et de traitement et la neutralité. En changeant les règles régissant la fonction publique, c'est tous ces paramètres qui se trouvent attaqués et mis à mal. Cela va bien au-delà d'une simple réforme, d'une simple attaque contre le statut de fonctionnaires présentés à l'envie par la propagande gouvernementale comme des privilégiés.

Aux prétextes de mobilité, de parcours professionnels et de simplification des trois fonctions publiques (Etat, territoriale et hospitalière), le gouvernement SARKOZY-FILLON-KOUCHNER ne vise qu'à réaliser des économies sur le dos des personnels et des usagers. Par cette loi, il avalise le licenciement sec ou la mise en disponibilité d'office sans solde (art 7), le recours à l'intérim (art 9), l'emploi à temps partiel et le cumul d'emploi sur les trois versants de la fonction publique (art 8). Ainsi en caricaturant (mais est-ce vraiment une caricature?), un fonctionnaire pourra être professeur le jour et maton la nuit.

En plaçant « *la gestion des ressources humaines au cœur de la réforme de la fonction publique* » (exposé des motifs paragraphe 1) en lieu et place de la satisfaction des besoins de la population, ce texte vise à mettre à mort les services publics tels que nous les connaissons aujourd'hui. C'est un véritable

plan social de licenciement prévoyant pour la seule fonction publique d'Etat de 140 000 à 180 000 suppressions d'emplois entre 2008 et 2011. Cela va bien au-delà du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux. En cassant le statut des fonctionnaires, il prépare le bradage aux entreprises privées des services rentables ou rendus tels par l'augmentation de la productivité induite par une exploitation accrue des personnels. D'une source de satisfaction des besoins de la population les services publics sont ainsi transformés en source de profit.

Car dans un marché « mondialisé » dans lequel la guerre économique fait rage (au propre comme au figuré) et dont les débouchés se réduisent comme peau de chagrin, les services publics deviennent pour le capital un nouvel enjeu, un nouvel espace de colonisation. Par la colonisation de l'espace interne non marchand, les besoins de la population sont vampirisés par le capital et mis au service de sa lutte contre la baisse tendancielle du taux de profit. La mise en perspective des trois chantiers (Loi sur la mobilité, Livret blanc et RGPP) fait apparaître non pas une réforme supplémentaire de la fonction publique mais la réforme définitive sonnante le glas des services publics. En cela ce projet de loi est un pilonnage d'artillerie avant l'assaut et le pillage des services publics par le patronat.

Aussi, ne soyons pas dupes: Si le MEDEF, par l'intermédiaire de ses représentants au gouvernement, cherche à diviser la classe ouvrière en opposant public et privé, c'est pour mieux parvenir à ses fins. C'est pourquoi, comme pour les salaires, comme pour les retraites, la défense des services publics et de ses personnels est l'affaire de tous. Fonctionnaires et usagers: tous concernés !

Plus de trois milliards de personnes condamnées à mourir prématurément de faim ou de soif dans le monde

Fidel Castro, *Granma* - 29 mars 2007



L'année dernière, Fidel Castro avertissait déjà sur le danger des biocarburants, dont le développement contribue à la tragique crise alimentaire actuelle dans les pays du sud...

« Cette estimation n'a rien d'exagéré, elle est plutôt conservatrice. J'y ai longuement réfléchi après la réunion qu'a eue le président Bush avec les fabricants nord-américains d'automobiles. L'idée sinistre de transformer des aliments en carburant est devenue une grande ligne économique de la politique extérieure des Etats-Unis ce lundi 26 mars. Une dépêche de l'AP, une agence dont les informations circulent partout dans le monde, indique textuellement: « WASHINGTON, le 26 mars (AP) — Le président Bush s'est félicité ce lundi des avantages qu'offrent les automobiles consommant de l'éthanol ou du biodiesel, au cours d'une réunion avec des représentants de l'industrie automobile organisée pour l'étude et la mise en œuvre de ses plans de production de carburants alternatifs. Bush a dit que si les leaders de l'industrie automobile s'engageaient à doubler la production de véhicules à carburant alternatif, cela encouragerait les automobilistes à abandonner les moteurs à essence et, par voie de conséquence, la dépendance du pays vis-à-vis des importations de pétrole s'en trouverait réduite. «Ceci constitue un progrès technologique important pour le pays», a dit Bush après avoir inspecté trois véhicules à carburant alternatif. Si la nation se propose de réduire sa consommation d'essence, il faut mettre le consommateur en mesure de prendre une décision rationnelle. Le président a invité le Congrès à examiner rapidement une loi proposée récemment par l'exécutif pour ordonner la consommation de 132 milliards de litres (35 milliards de gallons) de carburant alternatif pour 2017 et imposer des normes plus exigeantes d'économie de carburant pour les voitures. Bush a eu une réunion avec le président du conseil et directeur général de General Motors Corp, Rich Wagoner; le directeur général de Ford Motor Co., Alan Mulally, et le directeur général du groupe Chrysler de Daimler Chrysler AG, Tom LaSorda. Les participants à la rencontre se sont penchés sur les mesures à prendre pour soutenir la production de véhicules à carburant alternatif, développer la production d'éthanol à partir du gazon ou de la sciure, et étudier une proposition pour réduire de 20% la consommation d'essence en l'espace de dix ans. Les conversations ont eu lieu au moment où le prix de l'essence montait. L'étude la plus récente de l'organisation Lundberg Survey signalait que le prix moyen de l'essence avait augmenté de 6 cents par gallon (3,78 litres) ces deux dernières semaines sur le marché national, atteignant 2,61 dollars. »

J'estime que la réduction et le recyclage de tous les moteurs qui consomment de l'électricité et du carburant constitue un impératif élémentaire et urgent pour toute l'humanité. La tragédie ne tient pas à la réduction de ces dépenses d'énergie mais au projet de transformer des aliments en carburant.

On sait aujourd'hui, en toute précision, qu'une tonne de maïs donnera en tout et pour tout 413 litres (ou 109 gallons) d'éthanol en moyenne, avec des variations selon la densité. Le prix moyen du maïs dans les ports des Etats-Unis se monte à 167 dollars la tonne. Il faudrait 320 millions de tonnes de maïs pour produire 35 milliards de gallons d'éthanol.

Grève des ouvriers roumains de *Renault Dacia* **délocalisation et lutte de classe !**



Depuis la disparition du camp socialiste, le capitalisme reprend son véritable visage. Les concessions qu'il avait été contraint de faire par peur de la « contagion » ne lui sont plus nécessaires. Il étale désormais ouvertement sa loi économique structurelle : la recherche du profit maximum. Cette loi est tout juste fardée par une propagande sur la mondialisation présentée comme incontournable alors qu'elle est le résultat de choix politiques et économiques et que donc d'autres choix sont possibles. Au cœur de cette mondialisation les délocalisations des entreprises (exportation des entreprises vers les pays où la main d'œuvre est moins chère) et les « délocalisations sur place » (importation de sans papiers pour les entreprises qui par nature ne peuvent pas délocaliser : bâtiment, services, etc.) sont deux des outils clefs pour maximiser le profit c'est à dire pour diffuser dans les masses populaires mondiales la paupérisation et la précarisation.

Tout à leur ivresse des résultats boursiers et des taux profits, les capitalistes avaient juste oublié une des lois fondamentales de la logique : les mêmes causes produisent les mêmes effets. Et effectivement les salariés des entreprises délocalisées découvrent ou redécouvrent selon les cas, une conscience ouvrière qui ne peut déboucher que sur une lutte des classes de plus en plus internationale et aiguë. Ainsi les ouvriers du site Roumain de *Renault Dacia* de Pitesti ont montré une nouvelle fois que la lutte était la seule voie pour la classe ouvrière. **Une grève totale de trois semaines a permis d'obtenir que les salaires passent de 285 € à 365 €.** Il faut ici rappeler que *Dacia* a réalisé en 2005 un gain net de 5.7 millions d'euros et une marge de profit de 4.75 %. Quand on sait que la marge de profit du groupe Renault est de 3.2 %, il est aisé de voir la surexploitation permise par les délocalisations.

Ce qu'il y a de plus marquant dans la lutte des ouvriers Roumains, c'est la sortie des illusions sur l'entrée dans l'Europe qu'on leur avait frauduleusement vendue comme signe de progrès social et d'amélioration du niveau de vie. Ainsi les tracts et banderoles des ouvriers en grèves comportaient de multiples termes du vocabulaire de la classe ouvrière : plus value, lutte des classes, taux de profits, etc. Une des banderoles de la grande manifestation du 10 avril à Pitesti étaient significatives de cette prise de conscience ouvrière : « Roumanie, réveille-toi ! Nous ne voulons pas être esclaves dans l'Union européenne ». Et oui messieurs les bourgeois, là où il y a exploitation, il y aura inévitablement tôt ou tard lutte des classes! C'est pourquoi plus que jamais notre mot d'ordre reste : « **Prolétaires de tous les pays, unissez vous !** »

Selon des données de la FAO, la récolte de maïs des Etats-Unis pour 2005 a été de 280,2 millions de tonnes.

Le président a beau parler de produire du carburant à partir de gazon ou de sciure, il est clair que cette perspective est totalement dépourvue de réalisme. Trente-cinq milliards, pour ceux qui ne s'en rendraient pas compte, c'est trente-cinq, suivi de neuf zéros. On verra ensuite venir de magnifiques exemples de productivité par homme et par hectare, donnés par les agriculteurs expérimentés et bien organisés des Etats-Unis : le maïs transformé en éthanol, les résidus de ce maïs transformés en fourrage pour le bétail, avec 26% de protéines, et les excréments du bétail utilisés comme matière première pour la production de gaz. Mais naturellement tout ceci ne pourra intervenir qu'après des investissements considérables qui ne seront à la portée que des entreprises les plus puissantes, pour lesquelles tout fonctionne à partir de la consommation d'électricité et de combustibles. Appliquez la recette aux pays du tiers monde et vous verrez combien de personnes cesseront de consommer du maïs parmi les populations affamées de notre planète. Ou pire encore : octroyez des prêts financiers aux pays pauvres pour produire de l'éthanol de maïs ou de tout autre denrée alimentaire et il ne restera plus un seul arbre pour protéger l'humanité du changement climatique.

D'autres pays du monde riche envisagent d'utiliser non seulement du maïs, mais aussi du blé, des graines de tournesol, du colza et d'autres aliments pour en faire des carburants. Pour les Européens, par exemple, ce serait une bonne affaire d'importer tout le soja du monde pour réduire les dépenses de leurs automobiles en carburants et alimenter leur bétail avec les résidus de cette légumineuse, spécialement riche en toutes sortes d'acides aminés essentiels.

A Cuba, les alcools étaient tirés des sous-produits de l'industrie sucrière, après extraction, par trois fois, du jus de canne. Le changement de climat affecte déjà notre production sucrière. De grandes sécheresses alternent avec des pluies record, qui permettent à peine de produire du sucre durant cent jours avec des rendements convenables pendant les mois de notre hiver très doux, de sorte qu'il nous manque du sucre par tonne de canne ou il nous manque de la canne par hectare à cause des sécheresses prolongées durant les mois de semailles et de culture.

Au Venezuela, je crois savoir que l'alcool ne sera pas destiné à l'exportation, mais à l'amélioration de la qualité environnementale de leur propre combustible. C'est pourquoi, indépendamment de l'excellente technologie brésilienne de production d'alcool, à Cuba l'emploi d'une telle technologie pour la production directe d'alcool à partir du jus de canne ne serait qu'un rêve ou une extravagance de la part de ceux qui se laissent bercer par cette idée. Dans notre pays, les terres consacrées à la production directe d'alcool peuvent être beaucoup plus utiles pour la production d'aliments pour le peuple et pour la protection de l'environnement.

Tous les pays du monde, riches et pauvres, sans aucune exception, pourraient économiser des milliards de dollars en investissement et combustible en remplaçant simplement toutes les ampoules incandescentes par des ampoules fluorescentes, ce qui est chose faite à Cuba dans tous les foyers du pays. Cela signifierait un répit pour résister au changement climatique sans faire mourir de faim les populations pauvres du monde.

Comme on peut le voir, je n'utilise aucun adjectif pour qualifier le système et les maîtres du monde. Cette tâche est du ressort des experts en information et des spécialistes

honnêtes en sciences sociales, économiques et humaines qui abondent dans le monde et qui, constamment et avec talent, se penchent sur le présent et l'avenir de notre espèce. Il leur suffit d'un ordinateur et d'un nombre croissant de réseaux d'Internet.

Nous connaissons aujourd'hui pour la première fois une économie réellement globalisée et une puissance dominante dans le domaine économique, politique et militaire, qui n'a rien à voir avec la Rome des empereurs.

Certains se demanderont pourquoi je parle de la faim et de la soif. Je réponds : il ne s'agit pas du revers de la médaille, mais de plusieurs faces d'une autre pièce, à l'image d'un dé à six faces, ou d'un polyèdre avec beaucoup plus de faces. J'ai recours dans ce cas à une agence officielle d'information, fondée en 1945 et généralement bien informée sur les problèmes économiques et sociaux dans le monde : la TELAM. Je cite, textuellement: «*Près de deux milliards de personnes habiteront dans un délai d'à peine 18 ans dans des pays et des régions où l'eau ne sera plus qu'un lointain souvenir. Deux tiers de la population mondiale pourraient vivre dans des lieux où cette pénurie pourrait déboucher sur des tensions sociales et économiques de telle ampleur qu'elles pourraient entraîner des peuples dans des guerres pour l'«or bleu», devenu l'objet de toutes les convoitises. Durant les cent dernières années, l'utilisation de l'eau a augmenté à un rythme plus de deux fois supérieur au taux d'accroissement de la population. Selon les statistiques du Conseil mondial de l'Eau (WWC, selon son sigle en anglais), on estime que vers 2015 le nombre d'habitants touchés par cette grave situation pourrait atteindre 3 milliards 500 millions de personnes. L'ONU a célébré le 23 mars la journée mondiale de l'eau, appelant à affronter dès maintenant la pénurie mondiale d'eau sous l'égide de l'ONU pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO), dans le but de souligner l'importance croissante du problème et la nécessité d'une meilleure intégration et coopération permettant de garantir une gestion soutenue et efficace des ressources hydrauliques. De nombreuses régions de la planète souffrent d'une sévère pénurie d'eau, avec moins de 500 m³ par personne et par an. De plus en plus de régions sont touchées par la pénurie chronique de cet élément vital. Les principaux effets de ce phénomène sont l'insuffisance de ce précieux liquide pour la production d'aliments, l'impossibilité du développement industriel, urbain et touristique et les problèmes de santé*». Je n'ai pas parlé ici d'autres faits importants, comme la fonte des glaciers au Groenland et dans l'Antarctique, la destruction de la couche d'ozone et la croissance de la quantité de mercure dans de nombreuses espèces de poissons de consommation courante. D'autres sujets pourraient être abordés, mais je me propose simplement, dans ces quelques lignes, de commenter la réunion du président Bush avec les principaux acteurs de l'industrie automobile nord-américaine. »



Le capitalisme mondial en crise provoque la famine mondiale !

Les images de révoltes populaires dans 37 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud contre la faim déferlent sur nos écrans. Comme le déclare E. L. Hernandez, vice-président de Cuba au sommet « *sur la sécurité alimentaire* » tenu au Nicaragua : « *Les chiffres parlent d'eux mêmes ; En 2005, nous payions la tonne de riz 250 dollars, aujourd'hui nous la payons 1050, le quadruple. Nous payions la tonne de blé 132 dollars, aujourd'hui nous la payons 330, deux fois et demie en plus. Nous payions la tonne de maïs 82 dollars, aujourd'hui nous la payons 230, quasiment le triple. Nous payions la tonne de lait en poudre 2200 dollars, aujourd'hui nous la payons 4800, presque le double* ».



Capitalisme sans contre poids et en crise = Guerres et paupérisation

La paupérisation des peuples qui prend actuellement la forme de la famine dans les pays dominés par l'impérialisme trouve son origine dans l'offensive libérale qui déferle sur la planète à partir de la fin des années 70. Mai 1968 a été annonciateur d'une crise profonde de surproduction de l'impérialisme qui n'a cessé de s'approfondir. On appelle crise de surproduction la contradiction grandissante entre la production de biens, marchandises et services et l'abaissement continu des revenus des travailleurs. Cette tendance a été accélérée et aggravée par le changement brutal du rapport des forces entre capital/travail et impérialisme/peuples, pays et nations opprimés, après la défaite du socialisme et la restauration du capitalisme en URSS. On peut repérer comme causes structurelles plusieurs facteurs :

Dès les années 80 s'opèrent les diktats libéraux du FMI, de la Banque Mondiale et de l'OMC, à travers les plans d'ajustement structurel (PAS) pour contraindre les pays du Sud, les ex-colonies, à l'abandon de tout projet de développement national industriel et agricole pour résoudre la crise de l'endettement, au profit des prêteurs usuriers du capital financier. Les dévalua-



tions successives des monnaies nationales ont appauvri les populations et les privatisations ont bradé les entreprises nationalisées. Ces politiques libérales ont imposé les monocultures agricoles commerciales et/ou les mono-extractions minières caractéristiques de l'économie coloniale pour rembourser les dettes et leurs intérêts usuriers. Au nom de prétendus « avantages comparatifs », la spécialisation agro-commerciale et/ou minière, continuité de la division internationale du travail qu'a instituée l'économie coloniale, a été ainsi préservée et aggravée pour liquider tout simplement les premiers efforts, au début des indépendances des ex-colonies, vers l'autosuffisance alimentaire. Le désengagement de l'Etat a mis fin aux velléités protectionnistes industrielles et agricoles des jeunes Etats nouvellement indépendants, aux subventions d'Etats pour financer des projets de développement de l'agriculture, de l'industrialisation, de la santé, de l'éducation, etc. Pendant ce temps, les USA et l'UE continuaient à subventionner leurs agriculteurs à raison par exemple pour l'UE de 350 milliards d'euros, ce qui correspond à un véritable dumping commercial. Les pays du Tiers Monde, pris à la gorge par la dette, se sont soumis aux recettes libérales, à l'ouverture des marchés nationaux, aux produits manufacturés et agricoles des pays impérialistes et au pillage des richesses nationales par les monopôles financiers, industriels et agro-industriels des USA, de l'UE et du Japon. Les bourgeoisies gouvernantes des pays du Sud, en véritables proconsuls de l'impérialisme, ont exécuté les politiques libérales dictées par les institutions de *Bretton Woods* parce qu'elles y trouvaient leur compte en volant les deniers publics et en les déposant dans les grandes banques des pays occidentaux.

A cette recolonisation économique se sont ajoutés des facteurs plus récents : Les prix du pétrole et du gaz qui ne cessent de grimper à cause de la spéculation des firmes pétrolières jouant sur l'annonce non vérifiée de la fin de l'extraction dans une « trentaine d'années », la demande importante de cette matière stratégique, notamment par les économies émergentes avec des taux élevés de croissance (Brésil, Russie, Inde, Chine – BRIC) et la guerre des USA pour leur contrôle sous le fallacieux prétexte de

« *choc des religions, de civilisations et de terrorisme* ». Les multiples crises financières locales et régionales auxquelles viennent de s'ajouter la crise des *subprimes* qui frappe le secteur de l'immobilier aux USA et qui est utilisée par les spéculateurs pour se replier vers le secteur de la transformation des produits agricoles en carburants. La transformation à base d'OGM des produits agricoles en biocarburants au

détriment de l'alimentation, est une véritable stratégie impérialiste criminelle de mainmise sur les peuples. Le déséquilibre climatique provoqué par la pollution, la destruction progressive de la couche d'ozone entraîne une succession plus fréquente et plus dévastatrice des cycles de sécheresses et d'inondations.

La famine est une stratégie des impérialistes pour asservir les peuples et les nations

Le cynisme peut-il aller jusque là ? se diront certains. Henri Kissinger, conseiller des chefs d'Etat yankee, a fait savoir en 1974 dans le *Mémoire d'études sur la sécurité nationale* que « les implications de la croissance de la population mondiale sur la sécurité et les intérêts étrangers des Etats-Unis (font que) des famines récurrentes pourraient constituer de facto un instrument de contrôle de la population ». Henry Kissinger a formulé ainsi les axes de la stratégie de puissance unilatérale pour l'impérialisme étasunien et occidental: « *Contrôlez le pétrole et vous contrôlerez les nations, contrôlez la nourriture et vous contrôlerez la population* ».

La crise alimentaire actuelle est une conséquence à la fois des politiques libérales d'ajustement structurel (PAS) mises en place par l'impérialisme pour enfermer les peuples et les pays dans la prison infernale de la dette, et en grande partie d'une manipulation du marché par la spéculation boursière qui gonfle artificiellement les prix des céréales sur les marchés boursiers de New York et de Chicago. C'est ce qu'explique Michel Chossudovsky dans le journal québécois *l'Aut'journal*: « *Il est intéressant de noter qu'en 2007, le Chicago Board of Trade (CBOT), a fusionné avec le Chicago Mercantile Exchange, formant la plus importante entité au monde traitant le commerce des produits de base et comptant un large éventail d'instruments spéculatifs (les options, les options sur contrat à terme, les fonds indicatifs, etc.). (...) Grâce à la manipulation concertée, les opérateurs institutionnels et les institutions financières font augmenter les prix. Ils placent alors leurs paris sur la hausse du prix d'un produit en particulier. La spéculation génère la volatilité du marché. À son tour, l'instabilité qui en résulte encourage la poursuite de l'activité spéculative. Les bénéfices sont réalisés lorsque le prix monte. En revanche, si le spéculateur est un short-selling, le bénéfice sera réalisé lorsque le prix diminuera. Cette récente flambée spéculative des prix des denrées alimentaires a engendré un processus mondial de création de famine à une échelle sans précédent* ».



Les bénéfices sont réalisés lorsque le prix monte. En revanche, si le spéculateur est un short-selling, le bénéfice sera réalisé lorsque le prix diminuera. Cette récente flambée spéculative des prix des denrées alimentaires a engendré un processus mondial de création de famine à une échelle sans précédent ».

La contradiction fondamentale entre production sociale et propriété privée mine le capitalisme

Dans son dernier livre *L'Empire de la honte*, Jean Ziegler note: « *Les nouvelles féodalités capitalistes, ..., ne cessent de prospérer. Le ROE (rendement des fonds propres) des 500 plus puissantes sociétés transcontinentales du monde a été de 15% par an depuis 2001 aux Etats-Unis et de 12% en France. Les moyens financiers de ces sociétés excèdent, et de loin, leurs besoins en investissement: c'est ainsi que le taux d'autofinancement s'élève à 130% au Japon, 115% aux Etats-Unis et 110% en Allemagne. (...) Les 374 plus grandes sociétés transcontinentales inventoriées par l'indice Standard and Poor's détiennent aujourd'hui ensemble, plus de 600 milliards de dollars de réserve. Cette somme a plus que doublé depuis 1999. Elle a augmenté de 13% en 2003. (...) En 2003, le nombre des*

millionnaires en dollars, tous pays confondus, s'élevait à 7,7 millions de personnes. Par rapport à 2002, ce chiffre signale une progression de 8%. En d'autres termes 500.000 nouveaux millionnaires en dollars ont émergé en l'espace d'un an. La progression était encore plus forte de 2004 à 2005 et de 2005 à 2006. Le nombre des millionnaires en dollars dépasse en 2007 les 12 millions de personnes ». Ce processus montre une accélération au plan mondial de l'appropriation privée de la richesse produite par une chaîne mondiale des actionnaires du capital financier, notamment en raison des délocalisations, de la socialisation de la production industrielle, agricole et des services jamais égalée en 6 siècles d'existence du capitalisme, du 15^{ème} au 21^{ème} siècle. Production de plus en plus sociale et appropriation pourtant privée; telle est la contradiction qui fonde la paupérisation générale des peuples et des travailleurs tant dans les pays impérialistes que dans les pays « émergents » et les pays dominés.

Le communisme est l'avenir de l'humanité : il faut recommencer comme en octobre 1917 !

L'euphorie des milieux financiers impérialistes lors de la « chute du Mur de Berlin » et les promesses mensongères d'un « monde de bonheur sous le règne éternel de l'économie de marché libre capitaliste » aura fait long feu. Les peuples et les travailleurs découvrent l'ampleur de la catastrophe sociale, économique, politique et culturelle qu'est le capitalisme temporairement vainqueur du « socialisme réel », de l'URSS qui, 70 ans durant, aura imposé directement et indirectement toutes les avancées sociales, démocratiques, culturelles et patriotiques de l'humanité aux 20^{ème} siècle.

Pour dévoyer les prises de conscience des peuples et des travailleurs, victimes des prédateurs capitalistes, comme le constate Michel Chossudovsky, « *Les médias ont induit en erreur l'opinion publique sur les causes de ces hausses de prix, en se concentrant presque exclusivement sur la question des coûts de production, le climat et d'autres facteurs* qui ont pour effet de réduire l'offre et qui pourraient contribuer à gonfler les prix des aliments de base. Bien que ces facteurs puissent entrer en jeu, ils ne peuvent expliquer à eux seuls l'impressionnante et spectaculaire hausse des prix des produits de base » (idem). En fait l'humanité est tout simplement en train de redécouvrir ce que K. Marx expliquait au 19^{ème} siècle dans son ouvrage magistral *le Capital*: « *Le capital a horreur de l'absence du profit. Quand il flaire un bénéfice raisonnable, le capital devient hardi. A 20% il devient enthousiaste; à 50% il est téméraire; à 100% il foule au pied toutes les lois humaines et à 300% il ne recule devant aucun crime* ». Les peuples et les travailleurs expérimentent dans la douleur l'enseignement de Lénine au 20^{ème} siècle selon lequel le capitalisme « mondialisé », débarrassé pour l'instant du socialisme vainqueur dans un pays, c'est à dire l'impérialisme, son stade suprême, miné par ses propres contradictions, est condamné au « *maintien artificiel du capitalisme à l'aide de colonies, de monopoles, de privilèges et d'oppression nationale de toute nature* ». Le capitalisme, à son stade suprême l'impérialisme, n'a plus rien à offrir à l'humanité! Le capitalisme porte en son sein la guerre, la misère, la maladie et la famine comme la nuée porte l'orage !

1948 - 2008 : 60 ans de terrorisme israélien, 60 ans de résistance palestinienne !



Le projet colonial du mouvement sioniste ne date pas du 14 mai 1948, jour de la création de l'État d'Israël. Certes, depuis cette date, les expulsions, massacres, destructions, tortures et humiliations sont le fil sanglant qui relie l'acte de naissance de l'État juif à la situation d'aujourd'hui, mais c'est dès 1947 que commencent, à grande ampleur, les opérations de « nettoyage ethnique » (Ilan Pappé, historien israélien, *Le nettoyage ethnique de la Palestine*, Fayard).

Avec le plan de partage de la Palestine, adopté le 29 novembre 1947 par l'Assemblée Générale des Nations Unies, les Palestiniens doivent céder la moitié de leur patrie en compensation d'un génocide dans lequel ils ne portent aucune responsabilité. Ainsi, la résolution 181 de l'ONU permet aux Européens de se dédouaner à bon compte des horreurs antisémites commises sur le sol européen pendant des siècles et de se laver les mains de la collaboration avec le régime nazi. Cette résolution 181 va se traduire par l'expulsion d'environ 800000 Palestiniens et la destruction de plus de 500 villages (certains seront définitivement rayés de la carte, d'autres seront « judaïsés ») ; des villes seront vidées en partie ou totalement (Haïfa, Safed, Jaffa, Tibériade, Nazareth) et des habitants massacrés (Deïr Yassin, Lydda, Ramleh).

60 ans plus tard, la création d'un État juif pour les juifs reste une **Catastrophe (la Nakba)** pour les Palestiniens : de 1948 à 2008, la **terreur** reste l'outil de la même politique raciste, pilier de l'idéologie sioniste. Rappelons que, même si elle fut abrogée par la suite, l'ONU décréta, dans sa résolution 3379 du 10 novembre 1975 que « *le sionisme est une forme de racisme et de discrimination raciale* ».

Pour parvenir à son projet de créer le « Grand Israël », le mouvement sioniste, de « gauche » comme de droite, de Ben Gourion à Golda Meïr, de Rabin à Sharon, de Barak à Olmert, mit à exécution et continue de poursuivre aujourd'hui, étape après étape, des plans mûrement réfléchis d'annexion de nouvelles terres palestiniennes et de construction de blocs de colonies juives sur celles-ci. 60 ans après le partage de la Palestine en deux États, celui des Palestiniens n'a toujours pas vu le jour. Quant à l'État juif, bizarrement, il n'est toujours délimité par aucune frontière et n'a toujours pas de Constitution...

Si les Palestiniens restés en Israël (appelés *Palestiniens d'Israël* ou *Palestiniens de 1948*) sont considérés par leur État comme des citoyens de seconde zone soumis au « développement séparé » cher aux partisans de l'apar-

theid, les Palestiniens expulsés ou exilés dans les territoires, connus sous le nom de Cisjordanie ou de bande de Gaza, ont toujours connu l'occupation militaire et son cortège d'atrocités. La colonisation des « territoires occupés » a été ponctuée de multiples « opérations »: de Jénine à Gaza, les innombrables crimes contre l'humanité commis par l'État sioniste suivent toujours la même ligne politique, une politique de mort, concrétisée par le vol de la terre, de l'eau et l'arrachage des oliviers, symboles de vie et de paix. Pour l'État sioniste, la seule paix qui vaille est celle de la guerre et de la chasse aux Palestiniens : « *Nous déplacerons la partie la plus pauvre de la population indigène de l'autre côté de la frontière, sans faire de bruit* »: le « déplacement », doux euphémisme pour « transfert », évoqué dès le 12/6/1895 par le fondateur du sionisme, Théodore Herzl (nom donné à une place du 3^{ème} arrondissement de Paris, choisi par le très socialiste et sioniste B. Delanoë) est régulièrement repris dans les discours d'aujourd'hui; mais à défaut de « transfert » immédiat, on pourrait quotidiennement la vie de tout un peuple: la très démocratique armée israélienne affame, détruit, écrase, persécute; elle emprisonne les enfants quand elle ne tire pas à bout portant sur eux ; elle vole les biens des familles, tire sur les ambulances, enferme derrière des barbelés et derrière un mur d'annexion de 800 km de long et 10 m de haut. La « seule démocratie du Proche Orient » assiège depuis plus d'un an, avec la bénédiction et l'aide de l'Europe, des États Unis et de l'ONU, la bande de Gaza, ce petit territoire de 360 km² où vit 1,5 million de Palestiniens, parce que ceux-ci ont voté pour un parti qui ne convient pas aux droits-de-l'hommes professionnels, qui savent bien, eux, ce qui est bon ou non, pour les peuples. Avec le blocus imposé aux habitants de cette prison à ciel ouvert, Israël a fait de Gaza un camp de concentration qui n'ose pas dire son nom.

En Cisjordanie et à Jérusalem-Est, plus de 500 barrages militaires empêchent les Palestiniens de circuler, d'aller travailler, d'aller à l'école, pendant que les colons, eux, empruntent des routes ne desservant que les colonies juives (routes construites sur les oliveraies palestiniennes passées aux bulldozers démocratiques), et réservées aux seuls colons. En Afrique du Sud, cela s'appelait l'apartheid !

C'est dans ces conditions extrêmement difficiles que le peuple palestinien résiste depuis toujours et lutte pour la reconnaissance de ses droits légitimes à l'indépendance et au retour de tous les réfugiés dans leurs foyers d'origine (Résolution 194 du 11/12/48 de l'ONU). Avec eux, exigeons également le démantèlement de toutes les colonies et du mur d'annexion, la reconnaissance de Jérusalem comme capitale et la libération de tous les prisonniers palestiniens des geôles israéliennes (plus de 10 000 dont des centaines d'enfants). Ici, en France, la solidarité avec **toute** la résistance* est un devoir pour tous les démocrates et progressistes. Nous avons aussi le devoir de dénoncer les opérations de propagande qui cautionnent la politique coloniale d'Israël (gala annuel à Paris donné en l'honneur de l'armée israélienne, accueil de représentants de l'État sioniste en France), le chantage à l'antisémitisme (procès d'Edgar Morin, de Daniel Mermet, de J.C. Willem) ou encore le limogeage de ceux qui rappellent la réalité de la politique sioniste (sous-préfet Bruno Guigue). Nous de-

vons également soutenir la campagne de boycott (*Boycott Désinvestissement Sanctions*) jusqu'à l'application des revendications du peuple palestinien.

Enfin, rappelons toujours, face aux discours des « vainqueurs » qui ont toujours cherché à déshumaniser le peuple palestinien, qu'Israël s'est créé sur des massacres et que cet État terroriste est l'enfant des premiers groupes terroristes juifs de l'Irgoun et de la Haganah de 1947. Réaffirmons que **seule la fin de l'occupation et de la colonisation** permettra réellement le début d'une solution pour la création d'un État palestinien, et que tous les accords, traités, conférences, processus et autres « feuilles de route » n'ont toujours été que des victoires pour Israël. De Oslo à Annapolis, en passant par Madrid et Taba, Israël a trouvé dans tous ces « plans » un moyen de continuer ses sales besognes.

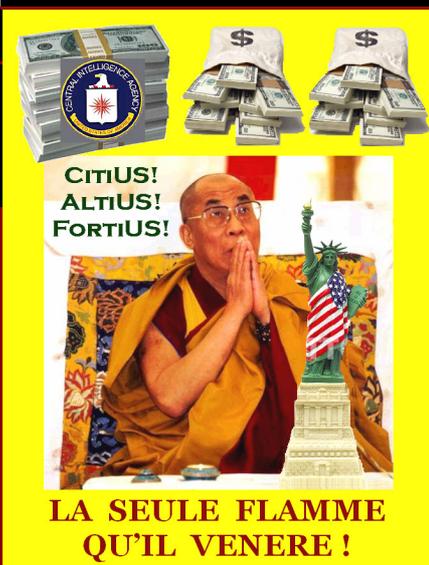
Dénonçons haut et fort cette « démocratie » israélienne qui viole quotidiennement toutes les Conventions et lois internationales et emploie des méthodes que qualifiait déjà, le 17 novembre 1948, Aharon Zisling, chargé de l'agriculture : « *Je n'ai pu dormir de la nuit. Ce qui est en cours blesse mon âme, celle de ma famille et celle de nous tous [...] Maintenant, les juifs aussi se conduisent comme des nazis et mon être entier en est ébranlé* ». Il aurait été plus

juste de dire: « [...] des juifs se conduisent comme les nazis [...] », car, même si les sionistes ont toujours cherché à instrumentaliser le judaïsme, il s'est toujours trouvé des juifs antisionistes dans le monde, militants pour les droits légitimes des Palestiniens. Comme il s'est toujours trouvé des chrétiens sionistes (à l'instar de Bush) pour apporter leur soutien indéfectible à Israël.

« Le Retour », c'est l'espoir, pour tous les Palestiniens, expulsés et exilés, Palestiniens des camps depuis 60 ans, de retrouver un jour leur terre volée et de rentrer chez eux. Certains portent encore la clé de leur maison, celle dont ils ont été chassés en 1948. Cette clé symbolise toute une histoire: car si Israël a fêté ses 60 ans d'existence qui sont 60 ans de guerre coloniale et 60 ans de crimes, l'ensemble du peuple palestinien a commémoré, lui, la *Nakba*, pour se rappeler que, sous Israël, il y a la Palestine. Pour ne jamais oublier cette catastrophe, la *Nakba*, un jour, près de *Yad Vashem*, mémorial du génocide des juifs, sera construit un nouveau mémorial sur les lieux du massacre de Deir Yassin. LA PALESTINE VAINCRA ! LA PALESTINE VIVRA !

* « *Sans le Hezbollah, nous serions toujours au Liban. Sans le Hamas, nous serions encore à Gaza* », G. Levy, journaliste israélien.

Indépendantisme tibétain ou impérialisme américain ? Par le CCA



Les événements du 14 mars à Lhassa qui ont agité la Chine et le reste du monde, ont amené un questionnement sur l'indépendance du Tibet et ses relations avec la Chine, mais aussi sur les raisons de ces événements.

Ce qu'en disent les médias... Les médias occidentaux parlent des événements de Lhassa comme d'un mouvement protestataire pacifique spontané. Face à ces évé-

nements, la Chine répond par un déploiement à grande échelle de plus de 1000 soldats et policiers sur des véhicules blindés dans la capitale tibétaine. On nous laisse entendre que les forces de l'ordre ont durement réprimé les émeutiers. Le Dalaï Lama a de plus accusé Pékin d'avoir « déguisé ses troupes en moines » pour faire porter aux moines bouddhistes la responsabilité des émeutes, information relayée par quelques médias.

Quels sont les faits ? Les images disponibles ne suggèrent pas des manifestations de masse pacifiques, mais plutôt un déchaînement de violence mené par quelques centaines d'individus. Les séquences vidéo des événements confirment que des civils ont été lapidés, battus, et dans quelques cas tués. La majorité des victimes étaient des Chinois *Han*, ethnique majoritaire en Chine. Mais des *Hui*, qui sont majoritairement musulmans, ont également été la cible des émeutiers. Toutes ces informations sont confirmées par les témoins de ces événements dramatiques. Selon les déclarations du gouvernement du Tibet, au moins dix personnes ont été brûlées vives, suite à des incendies volontaires. Des entreprises, des écoles, ont été attaquées, des voitures ont été incendiées. Selon les rapports chinois, il y a 22 morts et 623 blessés. Les

émeutiers auraient mis le feu à plus de 300 sites, pour la plupart des maisons privées, des magasins et des écoles, détruit des véhicules et endommagé des établissements publics.

Les affirmations sur le fait que l'armée se serait déguisée pour perpétrer ces émeutes se basent sur une photographie de soldats vêtus en moines à l'occasion d'une interprétation théâtrale vieille de quatre ans (Voir *South China Morning Post*, 4 avril 2008). Il n'y a aucun rapport précis (de sources chinoise ou occidentale) sur le nombre de victimes résultant de l'opération de la police chinoise lancée pour réprimer les émeutes. Le déchaînement médiatique a donc entraîné avec lui son cortège de mensonges promulgués au rang de vérités. En découle le parti pris sans réflexion préalable qu'une demande d'indépendance nationale est juste et défendable *a priori*, indépendamment de qui la formule et pourquoi.

Qui sont les indépendantistes ? Regardons tout d'abord qui est à la tête de ce mouvement sécessionniste : des moines bouddhistes et une minorité d'activistes xénophobes (Congrès de la Jeunesse Tibétain, TYC) qui cherchent à restaurer l'emprise du Dalaï Lama, du clergé et des nobles sur le Tibet. Issus de l'ancienne élite tibétaine partie en exil, ces activistes veulent la restauration de leur puissance économique perdue avec la révolution chinoise.

Pourquoi le peuple tibétain ne soutient pas les indépendantistes ? Peu de Tibétains accueilleraient favorablement ce retour des clans aristocratiques. Beaucoup de fermiers n'ont aucun intérêt à se voir déposséder des terres qu'ils ont gagnées pendant la réforme agraire. Les anciens esclaves du Tibet ne veulent pas que leurs anciens maîtres reviennent au pouvoir.

Rappelons que le Tibet, avant 1951, était un pays féodal, pratiquant le servage et même l'esclavage à grande échelle. Les serfs et les esclaves étaient privés de toute liberté et de tous les droits. Les supplices qui leur étaient infligés pouvaient aller jusqu'à arracher les yeux, couper les oreilles, les mains ou les pieds. Une minorité de propriétaires (nobles, autorités locales et chefs de monastères), soit 5% de la population, possédait toute la terre et les forêts ainsi que la majeure partie du bétail. Au sommet, le Dalaï Lama, grand propriétaire, chef religieux et chef politique autoproclamé. Qu'on le veuille ou non, la situation des Tibétains s'est améliorée

avec la révolution chinoise. L'espérance de vie des Tibétains est passée de 36 ans avant 1951 à 67 ans de nos jours. La mortalité infantile est passée de 43% (presque 1 enfant sur 2!) à 3,1% et la mortalité chez les femmes enceintes de 5% à 0,2%. La population tibétaine a triplé depuis les années cinquante (passage de 1 million à 2,9 millions d'habitants, pour 92% d'ethnie tibétaine). Le taux de scolarité des enfants d'âge scolaire est passé de 2% avant 1951 à 87% aujourd'hui et le taux d'analphabétisme (chez les jeunes et les adultes) est passé de 95% à moins de 30% aujourd'hui.

Y a-t-il un impérialisme économique chinois ? Rappelons tout d'abord que le Tibet a fait partie de l'Empire du Milieu, jusqu'en 1911, date de la fin de la féodalité en Chine. Les Britanniques, qui avaient déjà par trois fois tenté d'envahir le Tibet et qui voyaient dans la révolution démocratique bourgeoise de 1911 une menace contre leurs intérêts économiques en Chine, ont poussé les moines et les seigneurs féodaux tibétains à proclamer l'indépendance du Tibet, pérennisant ainsi leur présence en Chine.

Aujourd'hui, malgré ses retards par rapport à d'autres régions chinoises, le Tibet connaît une forte croissance économique et le pays se développe rapidement, tant au niveau des infrastructures (trains, entreprises, etc.) que du niveau de vie général. Un impérialisme économique chinois nécessiterait le déplacement des richesses de façon unilatérale du Tibet vers la Chine. Or, le Tibet s'enrichit de son travail, et ce, grâce aux apports de la technologie chinoise.

Y a-t-il un impérialisme culturel chinois ? La pratique religieuse n'est pas réprimée. Dans l'enseignement, le bilinguisme est obligatoire et pratiqué dans les écoles primaires, secondaires et supérieures. De plus, il y a une vraie politique éditoriale de langue tibétaine en Chine. Les règlements du planning familial chinois autorisent les familles tibétaines à avoir deux enfants voire trois à la campagne. Les familles *han*, majoritaires en Chine à 85%, sont soumises, elles, sauf exception, à la loi de l'enfant unique. De ce fait, le taux de croissance de la population tibétaine est beaucoup plus élevé que celui des *Han*.

La proportion totale des *Han* ayant séjourné pendant de longues années au Tibet est de 7%, alors que les Tibétains y représentent plus de 90%. Même avec les résidents à court terme, les *Han* ne représentent jamais plus de 20% de la population totale au Tibet; et ce chiffre est en baisse constante, vu le rattrapage accéléré réalisé sur le plan éducatif, ce qui permet la « tibétisation » des cadres de la Région autonome (aujourd'hui, 70% des cadres sont tibétains). Dès lors, comme tout événement a sa cause, et qu'ici on ne peut la trouver en Chine, nous devons la chercher ailleurs. Dans cette optique, analysons d'abord quels sont les soutiens des émeutiers de Lhassa.

Qui soutient les émeutiers du Tibet ? Tout d'abord, il est désormais admis que plusieurs organisations liées au gouvernement tibétain en exil sont soutenues par la CIA ou par son organisation civile, la *National Endowment for Democracy* (NED), organisme créé par Reagan. La CIA fournit un soutien clandestin aux groupes rebelles paramilitaires armés et aux organisations terroristes partout dans le monde, la NED finance les partis civils et les organisations non gouvernementales, en vue d'établir une « démocratie » à la façon américaine. La NED finance nombre d'organisations tibétaines, tant en Chine qu'à l'étranger. Parmi celles-ci, on trouve *International Campaign for Tibet* (ICT, organisations pro-Dalaï Lama pour l'indépendance du Tibet), *Students for a Free Tibet* (SFT, étudiants pour un Tibet libre) ou encore le *Tibet Multimedia Center* (diffusion de l'information concernant la lutte du Tibet), le *Tibetan Center for Human Rights and Democracy* [La NED participe aussi au financement en France de RSF, Reporter sans frontières, l'organisme de Ménard]. Déjà dans les années cinquante, la CIA avait mené une campagne d'ac-

tivités secrètes de grande envergure contre les chinois communistes au Tibet. Cela a entraîné une insurrection sanglante en 1959, avec des dizaines de milliers de morts. Cette rébellion a essentiellement échoué du fait de l'absence de soutien de la population locale au mouvement de rébellion.

Quels sont les intérêts des Etats-Unis ? La campagne contre la Chine qu'organise les Etats-Unis répond à des objectifs géopolitiques clairs. En mars 1999, le Congrès américain a adopté la *Silk Road Strategy Act* (SRS, loi sur la stratégie de la Route de la Soie), qui définit les grands intérêts économiques et stratégiques des États-Unis dans une région s'étendant de l'Est méditerranéen à l'Asie Centrale. La mise en œuvre du SRS exige la militarisation de l'ensemble eurasiatique pour sécuriser les immenses réserves pétrolières et gazières, et « protéger » le couloir de pipelines. Cette militarisation est dirigée en grande partie contre la Chine, la Russie et l'Iran. Dans cette optique, le projet de guerre des Etats-Unis contre l'Iran est une étape à un stade avancé de préparation. Or, la Chine a un accord de coopération militaire bilatérale de grande envergure avec l'Iran. La Chine est aussi alliée de la Russie, du Kazakhstan, de la République kirghize, du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan, dans le cadre de l'Organisation de Coopération de Shanghai (SCO). Depuis 2005, l'Iran a le statut de membre observateur à la SCO. Il est à noter qu'en 2006, la SCO a tenu des manœuvres militaires qui coïncidaient avec celles menées par l'Iran.

Dans le contexte de ses plans de guerre contre l'Iran, les États-Unis sont amenés à affaiblir ses alliés, à savoir la Russie et la Chine. Une opération militaire dirigée contre l'Iran ne pourrait réussir que si la structure des alliances militaires liant l'Iran à la Chine et à la Russie était perturbée. Concernant la Chine, l'encerclement militaire est déjà bien avancé. L'armée américaine est présente dans le Sud de la Mer de Chine et dans le Détroit de Taïwan, dans la Péninsule coréenne et en Mer du Japon, ainsi qu'au cœur de l'Asie Centrale et sur la frontière ouest du Xinjiang, la région autonome Ouïgour de Chine. En outre, dans le cadre de cet encerclement de la Chine, le Japon a peu à peu harmonisé sa politique militaire avec celle des États-Unis et de l'OTAN. Aux fins d'affaiblir la Chine, les États-Unis mettent au point une stratégie de morcellement du territoire chinois. D'où le concept du « grand Tibet » qui va bien au-delà du territoire de la région autonome du Tibet puisque cela représente environ un tiers du territoire chinois et la mise en place d'un appareil de propagande et d'agitation visant à produire une situation de grande tension en Chine. De même, les USA préparent des opérations similaires dans la région autonome du Xinjiang et en Mongolie intérieure en soutenant les séparatistes de ces régions.

Avec la même stratégie au Xinjiang Ouïgour, la CIA soutient plusieurs organisations islamistes, dont le *Parti Réformateur Islamique*, l'*Alliance pour l'Unité Nationale du Turkestan Oriental*, l'*Organisation de Libération Ouïgour* et le *Parti du Djihad Ouïgour d'Asie Centrale*. Plusieurs de ces organisations islamiques sont soutenues et entraînées par *Al-Qaïda*. L'objectif déclaré de ces organisations est la création d'un califat islamique dans la région.



Ainsi morcelée et du fait des grandes tensions que provoqueront les mouvements séparatistes, la Chine se trouverait affaiblie économiquement et militairement, laissant le champ libre aux prétentions américaines. Il paraît dès lors assez clair que la démarche sécessionniste tibétaine est bien guidée par les seuls intérêts d'une minorité de tibétains et de l'impérialisme des USA.

Népal : le « spectre du communisme » hante l'Asie... et les Etats Unis !



Le 10 avril dernier, le *Parti Communiste Népalais Maoïste*, à la tête d'un front révolutionnaire de 7 partis communistes, remportait une victoire écrasante à l'Assemblée Constituante Nationale qu'il avait lui même imposé au roi pour abolir la monarchie et installer

une République laïque: Il obtient avec le *Parti Communiste Marxiste-Léniniste Unifié* plus de 58% des suffrages. De quoi prendre dans cette assemblée 122 sièges directs sur 240, soit plus de trois fois le nombre de sièges du *Parti Centriste du Congrès du Népal* et du *Parti Communiste du Népal* (partis centriste et social-démocrate équivalent au MODEM et au PS, qui avaient participé à l'assemblée sortante sous la monarchie).

Cette victoire, le PCN(M) la doit au combat acharné qu'il mène depuis des années contre la dernière monarchie théocratique du monde (hindouiste). Là où d'autres partis démocratiques se contentaient de revendiquer timidement le retour des élus brutalement destitués par le roi *Gyanendra* en octobre 2002, les « rebelles » ont déclaré la guerre à la monarchie elle même. Le peuple népalais a ainsi reconnu dans ces communistes et dans leur leader *Prachanda*, les ennemis les plus déterminés d'un des régimes les plus sanguinaires du monde (plus de 14000 morts ces 10 dernières années). Il a massivement soutenu ces guérilleros qui, dans les « zones libérées » des campagnes de l'ouest du pays, ont mené de profondes réformes sociales et démocratiques, malgré le harcèlement permanent et meurtrier de l'armée du roi. Une guérilla menée depuis 10 ans, l'amplification des grèves générales et des manifestations de masse jusqu'au soulèvement général de 19 jours en avril 2006 dans la capitale Katmandou, ont forcé le pouvoir à accepter l'élection de cette Constituante contre un cessez-le-feu, après bien des rebondissements, reports et promesses non tenues.

Le 29 mai est désormais proclamé « jour de la République ». *Prachanda*, le leader du PCN(M), dont la tête, jusqu'à présent était mise à prix, va sans doute devenir le futur président du Népal... et diriger une armée qui l'a traqué depuis plus de 10 ans !

La presse ne nous avait pas préparé à une telle victoire, dans une région si stratégique où *Gyanendra Bir Bikram Shah Dev*, réincarnation vivante du Dieu Vischnu, jouissait de l'aide financière et militaire américaine (et indienne) contre le « menaçant » voisin chinois... *Prachanda* et son organisation faisaient évidemment partie intégrante de « l'axe du mal » défini par Georges W. Bush, au titre de « terroristes » communistes et « totalitaristes »... Les français pouvaient encore lire l'année dernière dans le journal : « *Les grèves à répétition et les manifestations paralysent tout le pays, notamment le Sud, dans la plaine du Terai [zone frontalière avec l'Inde qui abrite plus de la moitié de la population népalaise et est le centre industriel du pays]. Quoi que l'on pense des chefs de l'Alliance des sept partis et de leurs appuis nationaux et internationaux, il est indéniable qu'en reportant une nouvelle fois les élections les dirigeants ont montré leur incapacité à appréhender la véritable complexité de la situation népalaise et à agir en conséquence. Tout le monde sait que c'est à cause de*



la pression des maoïstes que le scrutin a été reporté. Ils demandent l'élection d'une Assemblée constituante depuis le début de leur « guerre populaire » en 1996, qui a coûté la vie à plus de 14000 personnes. Mais ils y ont posé deux conditions impossibles à satisfaire: la proclamation de la république par le Parlement intérimaire et une représentation entièrement proportionnelle à l'Assemblée constituante; rendant par là même impossible la tenue des élections à la date du 22 novembre. Le désir des maoïstes de voir le Parlement intérimaire déclarer la République relève de la pure utopie.» (*Courrier International*, « Népal : La stratégie des maoïstes hypothèque l'avenir » Octobre 2007). On se souvient peut être que dans la foulée de ces informations très « objectives » ici et ailleurs en occident, leurs sondages « prévoyaient » 8 à 10% de suffrages seulement pour le PCN (M)... Une preuve de plus que les médiamentonges permanents ne peuvent rien contre l'Histoire réelle en mouvement ! Après le Dalaï Lama, les américains ont décidément un faible pour les théocrates féodaux ! Cette tactique ne les a pas empêchés de perdre une pièce maîtresse de leur échiquier asiatique face à la Chine... Même si les maoïstes népalais sont plus apparentés aux maoïstes indiens (les naxalites, avec qui ils ont d'ailleurs rompu politiquement en décidant de déclarer un cessez-le-feu et de participer aux élections) qu'avec les chinois, le Népal, pays encore très massivement paysan et tragiquement pauvre, bénéficiera dans un climat de paix retrouvée désormais, de relations diplomatiques saines et de perspectives de développement économique avec ces derniers...

Cette bonne nouvelle ne peut qu'enthousiasmer, y compris en France. A l'heure où on nous annonce « la fin de l'histoire » avec « la chute de l'URSS », le « spectre » du communisme revient hanter les bourgeoisies impérialistes et redonne espoir à tous les opprimés du capitalisme. Tandis qu'en Amérique Latine, Cuba Socialiste résiste aux cotés de gouvernements anti-impérialistes et antilibéraux, la victoire des népalais suit celle des communistes chypriotes aux présidentielles... Peu à peu, l'idée que le communisme induit « des bains de sang » et des « dictatures totalitaires », la propagande des pouvoirs finissants, criminalisant toujours l'adversaire au delà de l'imaginable, laisse place à l'histoire réelle du mouvement communiste qui continue de cheminer. Les plus jeunes d'entre nous réapprennent à cette occasion que les communistes sont avant tout ceux qui savent diriger victorieusement des fronts, ceux qui luttent résolument et jusqu'au bout dans chaque pays, dans chaque contexte particulier, à chaque étape qu'impose l'histoire, des luttes antiféodales à la construction de sociétés socialistes en passant par les luttes anticoloniales, anti-impérialistes, d'indépendance nationale, antifascistes, etc. sans confondre ces étapes entre elles !

Les communistes sont aussi ceux qui montrent qu'on peut sortir des simulacres de la démocratie bourgeoise pour imposer la vraie démocratie du peuple. Au Népal, dans ce pays où les femmes n'avaient aucune place et qui ne contenait aux dires du roi qu'une seule langue et qu'un seul peuple, l'Assemblée contiendra désormais 33% de femmes (et plus de 50% des délégués), et chacune des quarante minorités nationales népalaises y sera substantiellement représentée. En lien avec le voisin chinois, une vaste campagne d'alphabétisation par la mise en place d'écoles publiques (qui n'existaient pas jusqu'ici !) et l'électrification du pays vont être rapidement mis en place. On prévoit également d'annuler la dette des paysans pauvres et de réaliser les réformes agraires qu'ils revendiquent.

Enjeux cachés de la campagne antichinoise

Kader Badreddine, ALGER REPUBLICAIN, mai-juin 2008

Plus d'un mois après le début du périple de la flamme olympique, tout confirme que les grandes puissances impérialistes ont planifié minutieusement une opération internationale de grande envergure pour discréditer, isoler dans l'opinion la Chine, et faire pression sur elle. Le provocateur et mercenaire notoire des USA, Robert Ménard, personnifie à lui seul l'existence et l'exécution de ce plan combiné médias-ONG-gouvernements capitalistes.

On ne peut comprendre la signification de la grande campagne de soutien au Dalaï Lama et à la pseudo autonomie du Tibet si on perd de vue la portée des profondes transformations que la Chine connaît depuis 1949.

Le développement rapide de la Chine dérange les positions acquises par les puissances impérialistes dans le monde. Il fait la preuve pratique qu'un développement économique indépendant est possible. En s'appuyant sur le secteur public et en canalisant le secteur privé vers la production, dans le cadre d'une planification judicieuse, la Chine montre que le développement véritable dans les pays économiquement arriérés n'est concevable que si les règles ultralibérales du FMI et de la Banque mondiale sont fermement rejetées. La constitution de la nation chinoise moderne est un acquis historique positif, grâce à la révolution démocratique nationale et antiféodale de 1949.

Des centaines de millions de personnes ont été arrachées au joug étranger, européen, américain et japonais, libérées de l'asservissement féodal, tirées de leur isolement, lancées sur la voie du progrès social. Les famines endémiques qui décimaient chaque année des millions d'hommes ne sont plus que de mauvais souvenirs. La Chine devient une puissance industrielle avec laquelle il faut désormais compter. Elle part à la conquête de l'espace et suscite l'admiration des peuples que le néocolonialisme et la domination impérialiste vouent encore à la misère, à l'exploitation et aux guerres civiles ininterrompues, alimentées en permanence pour entretenir les divisions qui arrangent les anciens colonisateurs. C'est ce que ne peuvent tolérer les puissances impérialistes qui veulent continuer à piller le monde en toute liberté. Elles ont décidé de casser la Chine pour la dominer de nouveau, la morceler et la soumettre plus facilement de cette manière à l'appétit insatiable de leurs multinationales. Elles soutiennent pour cela tout ce qui est rétrograde, au nom de soi-disant «droits de l'homme» très sélectifs.

La Chine est le théâtre d'une contradiction entre deux voies de développement, d'une lutte sourde entre partisans du socialisme, synonyme de bien-être et d'amélioration des conditions de vie des travailleurs, partisans désireux d'aller de l'avant sur la base des progrès réalisés et ceux qui veulent l'engager durablement dans la voie d'un capitalisme sauvage en s'appuyant sur un secteur privé négateur des aspirations des créateurs de richesses et en escomptant tirer profit des manœuvres des pays impérialistes. Les classes bourgeoises des pays impérialistes tentent d'influer sur cette lutte dans le but de ramener la Chine au rang de colonie, en fait de fragments territoriaux isolés et colonisables à souhait, au service de leurs intérêts exclusifs.

Les progressistes dans le monde sont du côté de ceux qui défendent l'intégrité et la souveraineté de la Chine. Ils considèrent avec sympathie le développement qui donnera au socialisme en Chine des bases d'avenir solides. Leur regard critique est tourné vers l'avenir et de ce point de vue, ils sont du côté de ceux qui mènent la lutte pour que

ce développement apporte aux travailleurs et aux paysans émancipation et bienfaits matériels et moraux, établisse des liens de fraternité et de compréhension entre les nombreux peuples qui forment la Chine moderne. Les puissances impérialistes regardent en arrière. Elles manipulent à fond le Dalaï Lama et les moines à sa dévotion, tous représentants d'un régime féodal théocratique moyenâgeux et abject que la révolution chinoise a démantelé pour le plus grand bien non seulement des populations laborieuses de la Chine mais de l'humanité tout entière. Elles cherchent à semer le poison de la discorde et de la guerre civile. Elles montrent une fois de plus que leur système est ultra réactionnaire, un frein au progrès et à la paix dans le monde.

Vendredi 27 juin Conférence-Débat

Ferme d'en Haut, 268 rue J. Guesde Villeneuve d'Ascq
19h30—23h, entrée libre

Une initiative du Cercle Henri Barbusse

Avec Elisabeth Martens (Histoire du bouddhisme tibétain, L'Harmattan) et Ruolin Zheng (correspondant à Paris du quotidien de Shanghai WEN HUI BAO)

POUR CONNAÎTRE ET COMPRENDRE
Tous les dessous d'une campagne agressive anti-chinoise ...

anti-J.O. Beijing 2008 北京 Pékin TIBET Lhassa REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE Dalai Lama Reporters Sans Frontières ... financée par la Cia

Grace à la propagande antichinoise, les impérialistes espéraient...

- Renforcer les partis antichinois lors des élections parlementaires à Taïwan... peine perdue, l'effet fut inverse !
- Faire oublier le cinquième anniversaire de l'agression US en Irak (150 à 200 000 civils tués, 130 000 soldats tués, dont 4000 GI's, deux millions d'irakiens exilés)
- Affaiblir la Chine avec la stratégie guerrière qui a démantelé la Serbie et qui a abouti à la sécession récente du Kosovo...

À propos du 250ème anniversaire de la naissance à Arras de Maximilien Robespierre, le 6 mai 1758 OUI, LE 6 MAI FUT AUSSI UNE DATE HEUREUSE DANS L'HISTOIRE DE LA REPUBLIQUE !

Nous diffusons ci-dessous une déclaration de nos camarades du PRCF (pôle de Renaissance Communiste en France) à propos d'un anniversaire oublié par les médias, surtout ce 6 mai 2008, un an après l'arrivée de Sarkozy à la présidence...



Le 6 mai 1758, voici 250 ans, naissait à Arras Maximilien Robespierre. Malgré la campagne de calomnie que la réaction n'a cessé de mener contre sa mémoire, Robespierre fut le principal dirigeant de la Révolution française, le plus grand événement progressiste de l'histoire mondiale depuis la révolte de Spartacus et avant la Révolution russe de 1917 conduite par Lénine, lequel a aujourd'hui l'honneur de partager avec Robespierre la haine revancharde de la contre-révolution et des renégats du communisme.

C'est Robespierre, ce grand lecteur de Rousseau et du Contrat social, qui affirma les conceptions démocratiques au début de la révolution contre l'idée d'un compromis «libéral» à l'anglaise entre la grande bourgeoisie et la monarchie. C'est lui qui, avec Saint-Just et le grand journaliste révolutionnaire Marat, fut le vrai fondateur de notre 1ère République, l'intraitable défenseur des Sans-culottes et du suffrage universel, l'ennemi acharné de l'esclavage colonial, l'inlassable animateur du combat de la France révolutionnaire contre la coalition monarchique et ses alliés, les aristocrates français émigrés à Coblenz, et contre l'insurrection royaliste de Vendée. C'est Robespierre qui incarna, parmi les députés de la Montagne, l'orientation sociale de la Révolution avec ses projets sur l'instruction publique et sur le droit des pauvres aux «subsistances». C'est lui en définitive qui avec Saint-Just, et Carnot son futur ennemi, fut le vrai vainqueur de l'Europe réactionnaire coalisée contre la France républicaine. C'est lui qui comprit que le gouvernement démocratique ne pouvait être solidement fondé sans l'implacable répression populaire des menées royalistes et girondines et sans l'alliance du Comité de salut public et de la démocratie jacobine et sans-culottes. C'est de Robespierre que nous avons hérité ce précieux héritage de la Révolution démocratique bourgeoise que sont les principes de souveraineté nationale et populaire, d'organisation communale, de République une et indivisible, de séparation de l'Etat et des cultes constitués (ce qui n'empêcha pas Robespierre de combattre les persécutions antireligieuses des «déchristianisateurs»). Robespierre est mort en martyr de la révolution, abattu par un regroupement hétéroclite de politiciens corrompus et de dupes politiques, les Thermidoriens ; ceux-ci brisèrent l'élan populaire de la Révolution pour mettre en place une république bourgeoise antipopulaire qui allait se discréditer dans l'affairisme pour laisser rapidement place au despotisme militariste de Bonaparte.

Alors qu'elle doit le pouvoir aux grands Jacobins, la bourgeoisie et ses suiveurs sociaux-démocrates (il n'y a même pas une rue Robespierre, même pas une rue Marat à Paris sous la Municipalité de B. Delanoë associé au PCF!) n'ont jamais pardonné à Robespierre d'avoir pris appui sur les artisans, paysans et ouvriers sans crainte de faire du peuple travailleur un acteur autonome de l'histoire. Les historiens anti-robespierristes de la bourgeoisie savent en effet que c'est en prenant appui sur la mobilisation populaire autonome de la grande Révolution, en particulier sur celle de l'An II (93) que le mouvement ouvrier du 19ème siècle a pris son essor. Ils savent que Gracchus Babeuf, le premier fondateur

du mouvement communiste en France, reconnu sa dette politique envers l'Incorruptible après s'être un moment mépris à son sujet au moment de Thermidor. C'est cela, et non les violences de la Terreur -incontournable dans les conditions d'une lutte acharnée entre révolution et contre-révolution- que la bourgeoisie a toujours reproché à Robespierre. Sinon comment expliquer que le nom de Robespierre, dont le corps guillotiné fut jeté dans la chaux vive par les Thermidoriens, n'ait jamais été cité pour l'entrée au Panthéon alors que l'ultra-sanglant Napoléon Bonaparte et tant d'autres assassins de peuples, reposent dans le sanctuaire de l'actuelle «République» bourgeoise, devenue de plus en plus réactionnaire, antipatriote, antisociale, anti-laïque, anti-jacobine et «européenne» ?

Quoi d'étonnant dans ces conditions si la France officielle de Sarkozy et de l'UMP ne fait rien au contraire, pas plus que la direction «euroconstructive» du PCF, pour commémorer la naissance du fondateur de la France républicaine ? Sarkozy préfère célébrer La Fayette, le massacreur des ouvriers révolutionnaires en place de Grève, l'homme qui a déserté pendant les guerres révolutionnaires, celui qui en 1830, à l'issue des Trois Glorieuses, a brillamment manœuvré pour frustrer les ouvriers républicains de leur victoire sur le régime légitimiste de Charles X et faire proclamer le «roi bourgeois» Louis-Philippe. Le même Sarkozy de Nagy-Bocsa, avec son sbire idéologique Jacques Marseille, prépare en catimini la réhabilitation de Napoléon III, l'assassin de la Seconde République. Quant aux médias et aux institutions officiels comme le Grand Palais, ils ne cessent de s'épancher sur Marie-Antoinette, «l'Autrichienne» exécrée du peuple parisien, qui transmettait les positions de l'armée française aux généraux de l'armée ennemie ! A chaque classe sociale ses «femmes historiques» et ses «grands hommes» ; comme le chante J. Ferrat dans «Ma France», la France des travailleurs «répond toujours du nom de Robespierre», comme elle défend la mémoire diabolisée des Thorez, Frachon et autres Duclos.

Mais en ce triste anniversaire du 6 mai 2007, où l'arrogant proconsul du MEDEF, de Bush et de Bruxelles s'enroule dans le drapeau tricolore pour «rompre» avec l'héritage démocratique de 68 (fortes augmentations de salaires, droit syndical...), de 45 (retraites, sécu, nationalisations, statuts, droit du travail, école démocratique, CNRS, tout cela mis en place par les ministres et administrateurs communistes Thorez, Croizat, Billoux, Tillon, M. Paul, Grenier, Wallon, Joliot...), de 36 (40 heures, hausses de salaires, congés payés) et même de 89-93 (souveraineté nationale détruite par l'euro-constitution bis, régionalisation de la République, violations répétées par Sarkozy de la loi laïque de 1905, démontage de l'Education nationale, alignement militaire de la France sur l'Empire US...), il est une raison de plus de célébrer l'œuvre de Robespierre. N'est-ce pas lui qui nous a appris, après Rousseau et avant la Commune de Paris, que les élus doivent en permanence des comptes au peuple, et non le peuple aux élus qui le trahissent ? N'est-ce pas lui qui fit inscrire dans la Constitution de 1793 qui fondait la 1ère République, cette phrase qui cingle toujours au visage les apprentis-tyrans et qui guide toujours les vrais républicains: «quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple et pour toute portion du peuple le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs».

Vive la République sociale, souveraine et indivisible ! Honneur à Robespierre, à Marat et au peuple «sans-culottes» ! A l'action tous ensemble contre Sarkozy et ses complices de la social-eurocratie qui détruisent l'héritage républicain de la France pour construire la nouvelle Sainte-Alliance de Maasticht et de l'impérialisme américain!



Comme chaque année de nombreuses organisations sont venues rendre hommage le 24 Mai dernier à nos glorieux aînés communards, au pied du mur des fédérés où ont été fusillés les derniers d'entre eux.

Un soulèvement populaire qui a été, est, et restera une référence...

Les grandes maisons d'édition, aux mains des groupes industriels proches du pouvoir et du MEDEF*, ont délibérément supprimé la Commune de notre histoire, se contentant de vagues allusions à travers des titres comme « après quelques vicissitudes, la République s'installe »... Comme le disait le fameux chansonnier communard Jean-Baptiste Clément, « on a toujours trompé les peuples; le tromper pour en vivre c'est l'affaire des gens qui se font du lard à ses dépens »...

Cet évènement est en effet l'un des premiers succès des classes populaires à travers le soulèvement général des prolétaires et intellectuels progressistes et leur prise de pouvoir à Paris. Cette première expérience d'insurrection et de dictature du prolétariat, même si elle n'a duré que deux mois, de mars à mai 1871, fournira des enseignements fondamentaux pour de nombreux combats de classe à travers l'histoire. L'analyse des forces et des faiblesses de ce mouvement était dans les têtes des bolcheviks qui dirigèrent la grande Révolution Socialiste d'Octobre 1917 en Russie, comme elle doit rester dans nos esprits pour les nombreux combats que le peuple doit et devra mener au XXI^e siècle.

La force d'un mouvement issu de la base...

Le blocus de Paris pendant la guerre contre les Allemands en 1870-1871, les famines qui en découlèrent, dans le « bas peuple » évidemment, et l'attitude capitularde des nantis qui les dirigeaient et les exploitaient, ont créé les conditions historiques pour dépasser les grands discours idéalistes et passer directement à l'action.

Et quelle action ! Ce mouvement a eu immédiatement une extraordinaire popularité par des mesures avant-gardistes dans bien des domaines : l'égalité hommes-femmes, la séparation de l'Eglise et de l'Etat (donc bien avant 1905), la démocratie complète (révocabilité des représentants du peuple), l'instruction et la culture pour tous, la paix (avec la fin de la conscription), l'émancipation des classes populaires (conditions avantageuses pour les prolétaires pour liquider leurs crédits, récupérer leurs biens au mont-de-piété...), la liste est longue et certaines de ces idées ne seront pas remises en place avant un siècle ! Cette popularité explique aussi pourquoi une bonne partie de l'armée s'est rangée de son côté ; ce sont toujours les « pros » qu'on envoie au front ! Et c'était bien là la clé de la victoire du 18 Mars.

Les faiblesses d'un mouvement spontané...

Malgré cela, les communards ont certainement sous-estimé un temps ce que les classes dirigeantes sont toujours en mesure de faire lorsqu'elles sont aux abois, en l'occurrence quand elles viennent de capituler et paraissent en ordre dispersé : les dirigeants du gouvernement déchu réfugié à Versailles ont pu constituer un front antipopulaire royalistes-bonapartistes-grands-bourgeois, et négocier avec les alle-

mands, encore aux portes de Paris, pour que toutes les troupes françaises puissent se concentrer sur la répression du peuple parisien. Lorsque le peuple a passé le seuil de la révolution, tous les réactionnaires et impérialistes savent se serrer les coudes. C'est ce que l'on retrouvera après la révolution russe de 1917, lorsque les occidentaux envoyèrent des bataillons contre-révolutionnaires entiers en Russie alors que la guerre 14-18 n'était même pas finie.

Par ailleurs, un problème s'est rapidement avéré critique pour les communards : l'absence de direction politique et d'unité idéologique. En effet la commune était animée par un éventail qui s'étendait des républicains aux socialistes et aux anarchistes, qui aurait rendu impossible le changement de la société en profondeur, en particulier l'abolition de la propriété privée des moyens de production.

Le manque de cohérence dans la direction du mouvement, son inexpérience et son inorganisation ont malheureusement entraîné un certain nombre de trahisons qui ont permis des attentats catastrophiques d'un point de vue tactique et des ouvertures de brèches fatales à l'ouest de Paris par les Versaillais. Dès lors, la sauvagerie de l'armée Versaillaise et de son boucher en chef Gaston de Gallifet s'est exercée sans limites, et au soir de la sinistre « semaine sanglante » du mois de Mai, le bilan était de plus de 30.000 victimes coté communards, dont énormément de femmes et d'enfants, et de près de 4000 déportations au bagne.

En 1871, les classes populaires parisiennes souffraient des conséquences de la guerre, du blocus allemand alors qu'elles étaient déjà dans une précarité extrême.

En 2008, alors que nos caddies, nos réservoirs et nos poches se vident, alors que l'Europe des patrons mondialisée nous impose un blocus social sans pitié, alors que le général Sarkozy a lancé ses bataillons versaillais dans un massacre systématique de nos acquis sociaux, de nos services publics et de nos droits fondamentaux, il est temps d'organiser la résistance populaire pour bientôt passer à l'offensive, forts des précieux enseignements de notre histoire !

* Les 2 principales maisons d'édition de manuels scolaires sont Editis (Nathan, Bordas, Robert Laffont) dont le holding de l'expat du MEDEF Seillière a été propriétaire jusqu'en avril, et Hachette (Hachette Education, Dunod, Armand Colin...), qui fait partie du groupe Lagardère, le grand ami de Sarkozy.

QUI SOMMES-NOUS ?

IPNS

Nous sommes des militant-e-s agissant dans différents fronts (syndical, anti-impérialiste, anticolonialiste, associatif,...) avec la conviction que nos luttes et nos revendications ne peuvent être complètement satisfaites dans ce système immonde qu'est le capitalisme. Il doit être renversé par la révolution, qui ouvrira la voie à une société débarrassée de l'exploitation ; la société communiste. Pour nous aider dans ce combat, nous nous appuyons sur la théorie marxiste-léniniste.

Organisé-e-s depuis 1991 au sein du PCF en tant que groupe révolutionnaire opposé à la dérive réformiste de ce parti, nous avons rompu en 2000 avec le PCF et œuvrons depuis à la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire.

Lisez nos analyses, participez à nos actions, consultez les anciens numéros de notre journal, informez-vous sur notre cycle de formation marxiste-léniniste (un cours par mois)... en consultant notre site :

<http://coordin.communiste.free.fr>